



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraits de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec le bureau de la Greffe au 613-764-5444, ou par courriel à admin@nationmun.ca.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Vous pouvez soumettre vos questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour en remplissant notre formulaire en ligne avant midi le jour de la réunion : <https://nationmun.ca/conseil-et-employes/conseil/proces-verbaux-et-ordres-du-jour#questions>.



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2024-12

Type : Ordinaire

Date : 3 juin 2024

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Révisé par : Aimée Roy, Greffière

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis clos

Ordre du jour

- 1. Ouverture de l'assemblée**
- 2. Modifications et additions à l'ordre du jour**
- 3. Adoption de l'ordre du jour**
- 4. Déclaration de conflit d'intérêt**
- 5. Session Huis clos**
 - 5.1 Procès-verbal de la session à huis clos tenue le 13 mai 2024**
 - 5.2 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme**

5.2.1 Rapport PLA-2-2024-2, Négociations au sujet d'une acquisition de terrain potentielle

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

5.3 Pierre Leroux, Directeur général

5.3.1 Rapport verbal au sujet d'une négociations avec une corporation

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

f) les conseils qui sont protégés par le secret professionnel de l'avocat, y compris les communications nécessaires à cette fin;

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

6. Items par consentement

6.1 Procès-verbaux des réunions précédentes

6.1.1 Procès-verbaux des réunions suivantes :

- réunion de Conseil extraordinaire, tenue le 27 mai 2024, pour examiner le rapport de l'ingénieur pour le drain municipal Cross Creek

- réunion de Conseil ordinaire tenue le 27 mai 2024

6.2 Procès-verbaux et recommandations pour les Comités du Conseil municipal

6.3 Rapports des employés municipaux et de tierce parties

Finance

6.3.1 Rapport F-14-2024, résultats de janvier à avril

Loisirs

6.3.2 Rapport RE-10-2024 Demande de subvention pour le Fonds d'aide au développement du milieu Desjardins

6.4 Pièce justificative des comptes payables

Aucun

6.5 Correspondance

6.5.1 AMO Watchfile

6.5.2 Canton de Georgian Bay, résolution concernant le financement d'infrastructure durable pour les petites municipalités rurales

6.5.3 Canton de Amaranth, Résolution concernant les services d'analyse de l'eau pour l'eau potable privée

6.5.4 Canton de Lucan Biddulph, résolution concernant la recommandation de supprimer progressivement l'analyse gratuite des puits d'eau dans le rapport de l'auditeur général pour 2023

6.5.5 Municipalité de Casselman, résolution au sujet de l'autonomie des offices de protection de la nature

6.5.6 Canton de Larder Lake, résolution concernant les règlements visant à restreindre la possession, l'élevage et l'utilisation d'animaux sauvages exotiques et à délivrer des licences aux zoos

6.5.7 Fromagerie St-Albert, lettre de remerciement pour une formation de santé et sécurité au travail

6.5.8 Résolutions concernant le caractère abordable des systèmes de distribution d'eau et de traitement des eaux usées dans les municipalités rurales et les petites municipalités urbaines

6.6 Événements à venir

6.6.1 du 6 au 8 juin 2024, Festival du Canard et de la Plume à St-Isidore

6.6.2 du 20 au 23 juin 2024, Festival du 150^e anniversaire de St-Albert

6.6.3 22 juin 2024, Journée Communautaire de Limoges

6.6.4 24 juin 2024, Réunion de conseil ordinaire

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

7.1 Nadia Knebel, Trésorière

7.1.1 Rapport #F-13-2024 Changements au règlement de frais et charge

7.2 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

7.2.1 Rapport #ZBL-4-2024-2 Modification au règlement de zonage, 146 rue Ottawa

7.3 Pierre Leroux, Directeur général

7.3.1 Rapport # CAO-02-2024 médias sociaux

8. Avis de motion proposées

8.1 Marjorie Drolet, Conseillère quartier 6

8.1.1 Motion pour soutenir la résolution du Canton de Manitouwadge concernant la révision des taux d'aide financière du programme Ontario au travail et du programme de soutien aux personnes handicapées d'Ontario

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Règlements municipaux

11.1 Règlement #75-2024, Drain municipal Cross Creek, première et deuxième lectures

11.2 Règlement #83-2024, Frais et charges

11.3 Règlement #87-2024 Modification au règlement de zonage 146 rue Ottawa

11.4 Règlement #88-2024 Entretien 2023 pour le Drain municipal Mill Creek

12. Autres

12.1 Demande de permission pour organiser une course sur certaines routes à l'occasion de la Journée Familiale Boboul

13. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

14. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation
Réunion visant à examiner le rapport de l'ingénieur
Drain municipal Cross Creek

Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2024-11.1

Type : Extraordinaire

Date : 27 mai 2024

Heure : 15h00

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Révisé par : Aimée Roy, Greffière

Vidéo : L'enregistrement de la réunion est disponible pour visionner sur notre chaîne
[YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, Maire, oui
Conseiller quartier 1, Tim Stewart, oui
Conseiller quartier 2, Alain Mainville, oui
Conseiller quartier 3, Danik Forgues, oui
Conseiller quartier 4, Raymond Lalande, oui
Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui
Conseillère quartier 6, Marjorie Drolet, oui

Présence du personnel municipal

Aimée Roy, Greffière
Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Présence d'invités

Éric Leroux, Surintendant du drainage
Lorne Franklin, L.E.T., C.E.T., rcca, CISEC, Robinsons Consultants Inc.
Dakota Dumont, Civil EIT, Robinsons Consultants Inc.
Éric Collard, DG, Sentier Récréatif Prescott-Russell
Pascal Roy, VP, Sentier Récréatif Prescott-Russell

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 218-2024
Proposée par: Danik Forgues
Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 219-2024
Proposée par: Tim Stewart
Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Aucune

5. Session Huis clos

6. Items par consentement

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

7.1 Rapport d'ingénieur, améliorations mineures, Drain Cross Creek
Robinson Consultants

8. Avis de motion proposées

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Règlements municipaux

12. Autres**13. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil**

Résolution :220-2024

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le règlement no.85-2024, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 27 mai 2024, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

19. Ajournement

Résolution :221-2024

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **15h39**.

Adoptée



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2024-11.2

Type : Ordinaire

Date : 27 mai 2024

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Révisé par : Aimée Roy, Greffière

Vidéo : L'enregistrement de la réunion est disponible pour visionner sur notre chaîne [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Présentation de l'auditeur pour les États financiers consolidés de 2023

17h00 : Éric Leroux, Surintendant du drainage, Rapports de drainage

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, Maire, oui
Conseiller quartier 1, Tim Stewart, oui
Conseiller quartier 2, Alain Mainville, oui
Conseiller quartier 3, Danik Forgues, oui
Conseiller quartier 4, Raymond Lalande, oui
Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui
Conseillère quartier 6, Marjorie Drolet, oui

Présence du personnel municipal

Aimée Roy, Greffière
Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative
Nadia Knebel, Trésorière
Amélie Deschamps, Coordinatrice de la communication et du marketing
Justin Lafrance, Directeur adjoint des loisirs
Marc Legault, Directeur des travaux publics
Mario Villeneuve, Chef pompier
Carol Ann Scott, Directrice des loisirs
Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

Présence d'invités

Anik Blanchard, CPA, Partenaire, BDO
Éric Leroux, Surintendant du drainage

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 222-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

Addition :

6.6.5 1 juin 2024, Tournoi de golf pour le 150^e de St-Albert, Casselview

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 223-2024

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Aucune

5. Session Huis clos

6. Items par consentement

6.1 Procès-verbaux des réunions précédentes

6.1.1 Procès-verbaux des réunions suivantes :

- réunion de Conseil ordinaire tenue le 13 mai 2024
- réunion publique de zonage tenue le 13 mai 2024

6.2 Procès-verbaux et recommandations pour les Comités du Conseil municipal

6.2.1 Procès-verbaux des réunions du Comité directeur du patrimoine et de la culture tenues le 6 février 2024 et le 25 avril 2024

6.2.2 Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la bibliothèque municipale tenue le 14 mars 2024

6.3 Rapports des employés municipaux et de tierce parties

Building

6.3.1 Rapport statistiques de permis de construction pour le mois d'avril 2024

Finance

6.3.2 Rapport F-12-2024, Réserve, Fonds de réserve, Revenus reportés

Greffe

6.3.3 Rapport AD-03-2024, Rapport mensuel pour les départements

Autre

6.3.4 Demande d'exemption au règlement sur le bruit, Macha Adam

6.3.5 Demande de soutien pour un permis de boisson pour occasion spéciale
Riceville Agricultural Fair

6.4 Pièce justificative des comptes payables

6.5 Correspondance

6.5.1 AMO Watchfile

6.5.2 BSEO – Flambées en cours

6.5.3 Canton de Manitowadge, Résolution concernant la révision des taux d'aide financière du programme Ontario au travail et du programme de soutien aux personnes handicapées d'Ontario

6.5.4 Résolutions relatives à l'examen de la prospérité économique et sociale

6.6 Événements à venir

6.6.1 3 juin 2024, Réunion de Conseil ordinaire

6.6.2 du 6 au 8 juin 2024, Festival du Canard et de la Plume à St-Isidore

6.6.3 du 20 au 23 juin 2024, Festival du 150^e anniversaire de St-Albert

6.6.4 22 juin 2024, Journée Communautaire de Limoges

6.6.5 1 juin 2024, Tournoi de golf pour le 150^e de St-Albert, Casselview

Résolution : 224-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que les items suivants, tels que présenté sous la catégorie items par consentement à l'ordre du jour de la réunion ordinaire du 27 mai 2024 soient reçus et adoptés :

- **6.1.1** Résolution pour adopter les procès-verbaux des réunions de Conseil suivantes :
 - Réunion de Conseil ordinaire tenue le 13 mai 2024
 - Réunion publique de zonage tenue le 13 mai 2024
- **6.2.1** Résolution pour adopter les procès-verbaux des réunions du Comité directeur de la culture et du patrimoine tenues le 6 février 2024 et le 25 avril 2024
- **6.2.2** Résolution pour adopter le procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la bibliothèque municipale tenue le 14 mars 2024.
- **6.3.1** Résolution pour recevoir le Rapport statistiques des permis de constructions du mois d'avril 2024
- **6.3.2** Résolution pour recevoir le rapport #F-12-2024 concernant la réserve, le fond de réserve et les revenus reportés
- **6.3.3** Résolution pour recevoir le rapport mensuel des départements pour le mois d'Avril 2024 #AD-03-2024
- **6.3.4** Résolution pour approuver une exemption au règlement sur le bruit, pour l'adresse indiquée dans la demande présentée par Macha Adam pour la période suivante:
 - **du 10 août 2024 à 15h00 à 1h00 a.m. le 11 août 2024**
- **6.3.5** Résolution pour endosser et appuyer la Riceville Agricultural Society pour la demande auprès de la province pour un permis d'occasion spéciale pour l'événement qui aura lieu du 23 au 25 août 2024 dans le Village de Riceville, ceci étant une activité municipale significative.

Qu'il soit aussi résolu que la municipalité de La Nation n'assume aucune responsabilité pour les réclamations et/ou poursuites éventuelles résultants de ces activités.
- **6.4** Résolution pour approuver les comptes payables, jusqu'au 31 mai 2024, pièce justificative 9, au montant total de : **894 646,06 \$**

- **6.5** Résolution pour recevoir toutes correspondances énumérées sous l'item 6.5

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

7.1 Nadia Knebel, Trésorière

- 7.1.1** Présentation de l'auditeur pour les États financiers consolidés de 2023 (16h30)

7.2 Éric Leroux, Surintendant du drainage (17h00)

- 7.2.1** Rapport Drainage-02-2024, Demande d'entretien sur le Drain Municipal Longtin

Résolution : 225-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve sous l'article 74 de la Loi sur le drainage de l'Ontario, Chapitre D.17, la demande d'entretien sur le drain municipal Longtin, situé dans l'ancien Canton de Plantagenet Sud.

Adoptée

- 7.2.2** Rapport Drainage-03-2024, Demande d'entretien sur le Drain Municipal Reynald Leduc

Résolution : 226-2024

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil municipal approuve sous l'article 74 de la Loi sur le drainage de l'Ontario 1990, Chapitre D. 17 la demande d'entretien des propriétaires sur partie Lots 15-16-17-18 concession 1 pour le drain municipal Reynald Leduc situé dans l'ancien canton de Calédonia.

Adoptée

7.3 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme

- 7.3.1** Rapport # PLA-9-2024, Changements pour la rue Gauthier

7.4 Marc Legault, Directeur des travaux publics

- 7.4.1** Rapport # TP-09-2024, Produit d'asphalte recyclé (PAR)

Résolution : 227-2024

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve que le département des Travaux publics accepte le produit d'asphalte recyclé (PAR) livré et transporté gratuitement par Green Infrastructure Partners Inc. (GIP) pour les chemins

Mainville, MacLeod et St-Isidore, tel que présenté dans le rapport TP-09-2024 (amendé).

Adoptée

7.5 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

7.5.1 Rapport # RE-07-2024 Ententes avec le Groupe communautaire St-Albert

Résolution : 228-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu le conseil approuve les ententes pour le projet de patinoire de St-Albert et la murale du 150^e anniversaire qui seront signées avec le Groupe Communautaire de St-Albert.

Qu'il soit également résolu que le Directeur général, soit autorisé à signer les ententes.

Adoptée

7.5.2 Rapport # RE-08-2024 Complexe sportif, tarif anniversaires et projet pilote du mois d'août

Résolution : 229-2024

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le conseil approuve le tarif spécial pour les forfaits anniversaire pour le complexe sportif pendant la saison estivale du 1er juin au 30 septembre 2024 ainsi qu'un projet pilote spécial pour le mois d'août.

Adoptée

7.5.3 Rapport # RE-09-2024 Consultation publique pour la murale d'aviation à St-Isidore

Résolution : 230-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation faite par le Comité directeur du patrimoine et de la culture de tenir une consultation publique le 17 juin 2024 à 18 h dans la salle du centre récréatif de St-Isidore pour discuter de la murale de l'aviation.

Adoptée

7.6 Pierre Leroux, DG

7.6.1 Rapport # CAO-01-2024, Politique sur le droit à la déconnexion # HR-2022-01

Résolution : 231-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Considérant que la Municipalité de La Nation s'engage à soutenir le bien-être des employés et à promouvoir un équilibre travail-vie personnelle plus sain ;

Et considérant que la pratique de l'envoi différé des courriels peut aider à limiter les courriels reçus en dehors des heures de travail régulières, réduisant ainsi le stress et améliorant la santé mentale de tous les concernés ; maintenant

Il est donc résolu que la Municipalité de La Nation encourage tous les employés, membres du conseil et membres du public à utiliser la fonctionnalité d'envoi différé disponible sur de nombreuses plateformes de courriels. Cette pratique garantit que les courriels sont livrés pendant les heures de travail régulières chaque fois que possible.

Adoptée

8. Avis de motion proposées

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Règlements municipaux

11.1 Règlement #80-2024, Taux d'impôts fonciers pour 2024

11.2 Règlement #84-2024, Changement de nom de certaines rues,

Résolution : 232-2024

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que les règlements ci-dessous, tels que décrits à l'ordre du jour le 27 mai 2024, soient lus et adoptés en première, deuxième et troisième lecture :

- Règlement #80-2024, Taux d'impôts fonciers 2024

- Règlement #84-2024, Changement de noms de certaines rues, tel qu'amendé

Adoptée

12. Autres

13. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 233-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le règlement no.86-2024, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 27 mai 2024, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

19. Ajournement

Résolution : 234-2024

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **17h37**

Adoptée



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: F-14-2024

Sujet : Résultats financiers – janvier à avril 2024

Date de la réunion : Le 3 juin 2024

Préparé par : Nadia Knebel, Trésorière

Diffusé et/ou collaboré avec : n/a

Approbation : Pierre Leroux, DG

En accord avec la recommandation basée sur le contenu de ce rapport.

Recommandation

Que le conseil reçoive les résultats financiers de janvier à avril 2024 tel que présenté.

Considérations financières

n/a

Les implications financières ont été vérifiées avec le budget annuel et/ou la politique ou le règlement applicable approuvé : n/a

Contexte

Ce rapport donne une mise à jour des résultats réels vs le budget au 30 avril 2024.

Rapport

Au global, les dépenses à jour sont en ligne avec le budget.

Le détail par département des dépenses d'opérations nets et des dépenses en capital sont présentés à l'annexe A de ce rapport.

Le détail des dépenses en capital à date avec leurs coûts réels vs le budget est présenté à l'annexe B de ce rapport.

Liens aux priorités

n/a

Plan de communication

n/a

Pièces jointes

Annexe A – Résultats détaillés par département

Annexe B – Mise à jour des dépenses en capital

Schedule / Annexe A

Results Jan-April 2024
 Anciens janv - avril 2024

DEPT #	DEPT	ASYST BUDGET SURPLUS / (DEFICIT)	ACTUAL SURPLUS / (DEFICIT)	ACTUAL VS BUDGET UNDER / (OVER)	% BUDGET SPENT TO DATE	Commentaires	Comments
1100	Municipal Taxes	14,471,146	6,583,744	(7,887,402)	45%	Facturation intérimaire	Interim billing
1200	General	1,128,800	593,959	(534,841)	53%	1/2 de OMPF reçu à date, revenus d'intérêts plus haut que le budget à date dû à la facturation de taxes en banque et peu de projets de débutés à ce jour	Revc'd 1/2 of OMPF to date, interest revenue higher than budget ytd bcs interim billing in bank and few projects started to date.
2000	Council	(318,778)	(107,136)	211,642	34%		
2005	Council Support	(752,584)	(216,758)	535,826	29%		
2150	Admin	(1,261,517)	(570,115)	691,403	45%	Inclus achat de terrain 59k \$, sera financé par la réserve à la fin de l'année	Includes purchase of land \$59k, will be financed from reserve at year end
2155	Solar Panels	93,920	16,964	(76,956)	18%		
2160	Elections	(2,500)	(2,086)	414	83%	La seule dépense est le logiciel pour les élections donc en ligne avec le budget	Only expense is software for elections, paid for ytd so still on budget
2170	IT	(260,742)	(93,499)	167,244	36%		
3000	Fire	(891,473)	(342,363)	549,110	38%	Dépenses à 26% du budget donc en ligne avec le budget	Expense actually at 26% of budget which is on target
3050	Police	(1,634,776)	(562,637)	1,072,139	34%		
3200	Animal Control	-	(256)	(256)			
3210	By-Law	(333,544)	(135,868)	197,675	41%	Inclus la camionnette; dépenses d'opération en ligne avec le budget	Includes pick up truck; operation expenses are on target
3500	Bulding	14,142	71,383	57,241	505%	Le surplus sera transféré en réserve à la fin de l'année	Surplus transfer to reserve at ye
3800	Emergency	(1,000)	(507)	493	51%		
3850	Health & Safety	(28,521)	(9,635)	18,886	34%		
3860	Conservation Authority	(114,389)	(36,797)	77,592	32%		
4000	Public Works	(6,511,789)	(1,294,060)	5,217,730	20%		
4005	Crossing Patrol	(43,315)	(3,392)	39,923	8%		
4010	Street Lights	(118,000)	(22,226)	95,774	19%		
5501	General W&S	(1,270,759)	(352,186)	918,574	28%		
5510	Limoges Sewer	(295,357)	(1,953,762)	(1,658,405)	661%	SPS 11 = 2 115 212 \$, sera financé avec un emprunt à la fin de l'année. Dépenses d'opération sont à 29% du budget donc en lien avec les prévisions budgétaires	SPS 11 = \$2,115,212 will be financed with a loan at year end. Operation expenses are at 29% of budget, on target ytd
5511	St-Bernardin Sewer	(8,634)	(7,789)	845	90%		
5512	St-Albert Sewer	9,950	96,134	86,184	966%	Facturation Fromagerie incluse année à date & dépenses seulement à 5% du budget à date	Fromagerie invoicing included in year to date & expenses only at 5% of budget to date
5513	St-Isidore Sewer	94,830	49,566	(45,263)	52%		
5515	Fournier Sewer	1,720	(1,133)	(2,853)	-66%		
5516	Forest Park Sewer	-	(12,086)	(12,086)			
5520	Water Limoges	(774,891)	69,873	844,764	-9%	Compteurs d'eau facturés aux nouveaux développements plus haut que le budget; dépenses d'opérations à jour en lien avec les prévisions budgétaires	Water meters invoiced for new developments, higher than bduget; year to date operating expenses in with budget
5521	Water Linda	-	-	-			
5523	Water St-Isidore	59,023	(33,405)	(92,428)	-57%		
5540	Sewer Limoges Growth	256,216	162,857	(93,359)	64%		

Schedule / Annexe A

Results Jan-April 2024
 Anciens janv - avril 2024

DEPT #	DEPT	ASYST BUDGET SURPLUS / (DEFICIT)	ACTUAL SURPLUS / (DEFICIT)	ACTUAL VS BUDGET UNDER / (OVER)	% BUDGET SPENT TO DATE	Commentaires	Comments
5550	Water Limoges Growth	179,222	140,103	(39,119)	78%		
5531	Water Limoges Phase III	-	-	-			
5532	W&S Limoges Industrial Park	-	-	-			
5533	Water Limoges Bourdeau	-	-	-			
5541	Forest Park Sewer Growth	(9,918)	(5,104)	4,814	51%		
5551	Water Linda Growth	-	-	-			
5552	Water St-Isidore Growth	-	48,576	48,576			
5560	W&S Limoges Industrial Park C	-	-	-			
5561	Calypso W&S Growth	(28,206)	(42,735)	(14,528)	152%		
5800	Environment	(655,938)	(100,902)	555,036	15%	Dépenses d'opération sont à 31% du budget donc en lien avec les prévisions budgétaires	Expenses at 31% of budget, on target ytd
5810	St-Isidore Landfill	(16,607)	(932)	15,675	6%		
5830	St-Bernardin Landfill	(21,607)	(4,435)	17,172	21%		
5835	Fournier Landfill	(8,425)	7,629	16,054	-91%		
5838	Central Landfill	(13,700)	(24,711)	(11,011)	180%	Location de la pelle pour travaux au dépotoir qui cause l'excès du budget pour l'année (budget aurait dû être plus élevé car travaux connus).	Rental of shovel for work at landfill, over budget for the year (budget should have been higher bcs known work).
5840	St-Albert Landfill	(12,325)	(4,159)	8,166	34%		
5850	Limoges Landfill	10,500	9,521	(979)	91%		
5870	Garbage Collection	451,925	(221,129)	(673,054)	-49%	Revenus facturés avec les taxes finales donc déficit car aucun revenus à date	Revenues invoiced with final taxes therefore deficit is bcs there are no revenues ytd
5880	Recycling Collection	(10,000)	6,324	16,324	-63%		
5890	Garbage Disposal	(188,000)	(43,712)	144,288	23%		
5895	Storm Pond	(36,000)	-	36,000	0%		
7010	St-Isidore Park	(8,000)	-	8,000	0%	Dépenses en lien avec les prévision à date. Voir transfer à rec & culture ci-dessous qui est aussi en lien avec le budget à date.	Expenses on target ytd. See transfer to rec & culture below which is also on target ytd.
7016	Ste-Rose Park	-	-	-			
7030	St-Bernardin Park	-	163	163			
7035	Fournier Park	-	-	-			
7040	St-Albert Park	(23,000)	-	23,000	0%		
7045	Forest Park Park	-	-	-			
7050	Limoges Park (Rodolphe Latrei	-	-	-			
7051	Giroux Park	-	-	-			
7052	CFE Park	-	-	-			
7053	Gagnon Park	-	-	-			
7075	Nation Social Committee	-	-	-			
7100	General Recreation	(677,086)	(156,161)	520,925	23%		
7110	Arena	(438,185)	(49,285)	388,899	11%		
7112	Bowling	3,001	516	(2,485)	17%		

Schedule / Annexe A

Results Jan-April 2024
 Anciens janv - avril 2024

DEPT #	DEPT	ASYST BUDGET SURPLUS / (DEFICIT)	ACTUAL SURPLUS / (DEFICIT)	ACTUAL VS	% BUDGET	Commentaires	Comments
				BUDGET	SPENT TO		
				UNDER / (OVER)	DATE		
7113	St-Isidore Hall	18,386	(24,069)	(42,455)	-131%		
7114	Sports Bar	(5,360)	(6,241)	(881)	116%		
7115	Cantine	2,635	(2,417)	(5,052)	-92%		
7120	Summer Camp	-	-	-			
7130	St-Bernardin Hall	(117,413)	(33,377)	84,036	28%		
7135	Fournier Hall	(25,745)	(8,625)	17,120	34%		
7140	St-Albert Hall	(121,252)	(94,909)	26,344	78%	Revenus et dépenses en avance du budget (53-55% alors qu'on devrait être à environ 30%)	Revenues and expenses ahead of budget (53-55% while we should be at approximately 30%)
7150	Limoges Hall	(59,073)	(5,946)	53,127	10%		
7160	Sports Complex	(833,283)	(223,299)	609,984	27%		
7200	Library General	-	-	-		Dépenses en lien avec les prévision à date. Voir transfert à rec & culture ci-dessous qui est aussi en lien avec le budget à date.	Expenses on target ytd. See transfer to rec & culture below which is also on target ytd.
7210	St-Isidore Library	-	-	-		↓	↓
7240	St-Albert Library	-	-	-			
7250	Limoges Library	-	-	-		↓	↓
7300	Planning	(372,320)	(73,338)	298,982	20%		
7310	Economic Development	(25,200)	-	25,200	0%		
7350	Municipal Drains	(47,700)	(233,383)	(185,683)	489%	Travaux fait sur les drains excèdent le budget. Ceux-ci sont re facturés aux résidents vers la fin de l'année donc revenus à venir.	Work done on drains to date is higher than budget. Rebilled to residents towards year end therefore offset to come.
7360	Tile drainage	-	-	-			
8000	Trans to Rec & Culture	(709,722)	(185,331)	524,391	26%	Transfert aux parcs et aux bibliothèques pour couvrir dépenses. À date, en lien avec le budget.	Transfer to parks and libraries to cover expenses. In line with budget to date.
Total		(2,291,220)	555,418	2,846,638			

Schedule / Annexe B

UPDATE OF 2024 CAPITAL PROJECTS - AT APRIL 20, 2024

MISE À JOUR DES TRAVAUX 2024 D'IMMOBILISATIONS - AU 30 AVRIL 2024

		ACTUAL COST / COÛT RÉEL	BUDGETED COST/ COÛT BUDGÉTÉ	DIFFERENCE OVER/(UNDER) BUDGET
Administration & Finance	Administration & Finance			
Asyst SQL server	Serveur SQL pour Asyst		50,000	(50,000)
		-	50,000	
Information Technology	Informatique			
Replacement of computers	Remplacement d'ordinateurs	23,139	29,900	(6,761)
Antennaes	Antennaes	2,809	-	2,809
		25,948	29,900	
Protection to person & Property	Protection de la personne et des biens			
Bunker suits	Habits de combat		30,750	(30,750)
Jaws of life	Jaws of life		56,375	(56,375)
Repairs floor St-Isidore Fire Hall	Réparations plancher caserne St-Isidore		60,000	(60,000)
Pumper rescue truck	Camion pompt/secours		85,000	(85,000)
SUV	VUS		97,375	(97,375)
Pick up truck	Camionnette	58,198	-	58,198
		58,198	329,500	
By-Law	Règlementation			
Pick up trucks	Camionnettes	51,648	60,000	(8,352)
		51,648	60,000	
Public Works	Travaux publics			
OCIF Grant revenues to date	Revenus OCIF reçus à date	(219,128)		
Sale of vehicles &/or equipment to date	Vente de véhicules &/ou équipement à date	(20,238)		
Tandem truck (ordered in 2023)	Camion Tandem (commandé en 2023)		280,000	(280,000)
HVAC unit replacement	Remplacement de l'unité de climatisation/chauffage		20,000	(20,000)
Pressure Washer	Laveuse à pression	6,767	8,000	(1,233)
Innovation II	Innovation II	111,159	500,000	(388,841)
Bridges & Culverts	Ponts et ponceaux	20,035	100,000	(79,965)
Razor + Hay mower	Razoir + Moulin à foin	51,724	105,000	(53,276)
Grader (Purchased 2023 Unfinanced)	Grader (acheté en 2023, non financé)		247,000	(247,000)
2 Trucks	2 camionnettes	112,839	118,116	(5,277)
Latour bridge	Pont Latour	27,159	700,000	(672,841)
St-Albert bridge - sidewalk repairs (cost share w UCPR)	Pont St-Albert - réparations aux trottoirs (partage des coûts avec les CUPR)		30,000	(30,000)
CR2-Principale to .7km east of Principale - pave (cost share w UCPR)	CR2-Principale à .7km est de Principale - paver (partage des coûts avec les CUPR)		36,000	(36,000)
Concession 10 - Paving 1.4km (Net share cost)	Concession 10 - pavage 1.4km (partage de coûts)		124,850	(124,850)
Concession 11 - Paving 1.1km	Concession 11 - pavage 1.1km (partage de coûts)		185,212	(185,212)
Concession 17 West - Paving 1km	Concession 17 Ouest - pavage 1km		156,567	(156,567)

Schedule / Annexe B

UPDATE OF 2024 CAPITAL PROJECTS - AT APRIL 20, 2024
MISE À JOUR DES TRAVAUX 2024 D'IMMOBILISATIONS - AU 30 AVRIL 2024

		ACTUAL COST / COÛT RÉEL	BUDGETED COST/ COÛT BUDGÉTÉ	DIFFERENCE OVER/(UNDER) BUDGET
Skye Road - Paving 1.5 km (50% our share)	Ch Skye - pavage 1.5km (partage de coûts)	980	130,000	(129,020)
Gagnon - Paving 850m	Gagnon - pavage 850m		147,443	(147,443)
Linda	Linda		10,000	(10,000)
Route 300 East - Paving 1.55km	Route 300 est - pavage 1.55km	8,040	244,388	(236,348)
Route 700 East - Paving 1.9km	Route 700 est - pavage 1.9km	10,881	259,749	(248,868)
Séguinbourg	Séguinbourg		50,000	(50,000)
Boundary North Stormont (cost share, from 2023)	Boundary North Stormont (coûts partagés, report de 2023)		40,000	(40,000)
	Savage	5,575	-	5,575
		115,793	3,492,325	
Water & Sewer	Eau & Égout			
<u>General W&S</u>	<u>Général E&É</u>			
New computer	Nouvel ordinateur		15,000	(15,000)
Computer for GIS	Ordinateur pour GIS		4,000	(4,000)
<u>Sewer growth</u>	<u>Croissance égouts</u>			
Lagoon facility upgrade	Mise à niveau de la lagune		500,000	(500,000)
	SPS 11	2,115,212	-	2,115,212
<u>Limoges Sewer</u>	<u>Égouts Limoges</u>			
ACS Castor continuity - Engineer study	Continuité de ACS Castor - Études d'ingénieurs		25,000	(25,000)
SCADA upgrades	Mises à jour du SCADA		20,000	(20,000)
Generator SPS#2	Génératrice SPS#2		5,000	(5,000)
Masterplan (spent in 2023)	Plan maître (dépensé en 2023)		75,000	(75,000)
Capacity Study	Étude de capacités		25,000	(25,000)
New design for lagoon*	Nouveau design pour la lagune*		200,000	(200,000)
<u>St-Isidore Sewer</u>	<u>Égouts St-Isidore</u>			
St-Isidore lagoon upgrade	Mise à niveau de la lagune de St-Isidore		20,000	(20,000)
<u>Fournier Sewer</u>	<u>Égouts Fournier</u>			
New Pumps	Pompes		8,000	(8,000)
<u>St-Albert Sewer</u>	<u>Égouts St-Albert</u>			
Masterplan	Plan maître		40,000	(40,000)
<u>Limoges Water</u>	<u>Eau Limoges</u>			
GIS/Civil3D	GIS/Civil3D		5,000	(5,000)
SCADA upgrade	Mises à jour du SCADA		25,000	(25,000)
Calypso Water Meter/Valve	Compteur d'eau / valve Calypso	39,564	120,000	(80,436)
WTP Furnace	Fournaise au plan de traitement d'eau		60,000	(60,000)
Water meters	Compteurs d'eau	83,570	21,089	62,481
<u>Limoges Water Growth</u>	<u>Croissance Eau Limoges</u>			
Phase 2/3 - Rockland upgrade	Phase 2/3 - mise à niveau Rockland		500,000	(500,000)
Watermain Loop - 300mm Savage to Despins*	Watermain Loop - 300mm Savage à Despins*		700,000	(700,000)
Masterplan - part 2	Plan maître - partie 2	27,983	75,000	(47,017)
<u>St-Isidore Water</u>	<u>Eau St-Isidore</u>			
SCADA Upgrade (Phase II)	Mises à jour du SCADA (Phase II)	94,153	100,000	(5,847)
Water meters	Compteurs d'eau		13,760	(13,760)
Masterplan (see engineering in op budget)	Plan maître		50,000	(50,000)

Schedule / Annexe B

UPDATE OF 2024 CAPITAL PROJECTS - AT APRIL 20, 2024
MISE À JOUR DES TRAVAUX 2024 D'IMMOBILISATIONS - AU 30 AVRIL 2024

		ACTUAL COST / COÛT RÉEL	BUDGETED COST/ COÛT BUDGÉTÉ	DIFFERENCE OVER/(UNDER) BUDGET
		2,360,483	2,606,849	
Environnement	Environnement			
Pick up truck	Camionnette	53,558	60,000	(6,442)
Route 800 East clean up	Route 800 Est nettoyage	2,331	250,000	(247,669)
		55,889	310,000	
Recreation	Récréation			
<u>Parks</u>	<u>Parcs</u>			
St-Isidore - Paved Trail	St-Isidore - Sentier pavé		8,000	(8,000)
St-Albert - New Boards for skating rink	St-Albert - nouvelles bandes pour patinoire		128,000	(128,000)
<u>General Recreation</u>	<u>General Recreation</u>			
Emergency Building Repairs	Réparations d'urgence aux édifices		75,000	(75,000)
Park Requests	Demandes de parcs		30,000	(30,000)
<u>Bowling</u>	<u>Bowling</u>			
<u>Halls</u>	<u>Centres communautaires</u>			
Caledonia - FCA repairs	Caledonia - réparations FCA		50,000	(50,000)
Fournier - FCA repairs	Fournier - réparations FCA		7,000	(7,000)
St-Albert - FCA repairs	St-Albert - réparations FCA	58,820	50,000	8,820
		58,820	348,000	
Aréna	Aréna			
Generator	Génératrice		150,000	(150,000)
	Machine pour laver & polir les planchers	6,090	-	6,090
Building repairs from 2022 not done	Réparations à l'édifice de 2022 (pas faits)		33,300	(33,300)
		6,090	183,300	
Planning	Urbanisme			
Zoning by-law	Règlement pour le zonage		75,000	(75,000)
		-	75,000	
Total	Total	2,732,868	7,484,874	



Rapport au Conseil

Numéro de rapport : RE-10-2024

Objet : Demande de Fonds d'aide au développement du milieu de la Caisse Desjardins

Date de la réunion : 3 juin 2024

Préparé par : Carol Ann Scott, directrice des loisirs

Distribué au : Comité de rédaction des demandes de subvention

Approbation : Pierre Leroux, directeur général

Recommandation

Signalez à titre d'information seulement.

Considérations financières

Subvention possible de 50 000 \$ pour aider à compenser les coûts du projet de remplacement du plancher de l'aréna de St-Isidore estimés à 1,4 million de dollars.

Contexte

Informez le Conseil d'une demande de subvention qui sera faite au Fonds d'aide au développement du milieu (FADM) de la Caisse Desjardins pour soutenir la campagne de financement La Nation Sur Glace.

Rapport

Un objectif de 500 000 \$ a été fixé par le comité de collecte de fonds et la brochure La Nation Sur Glace énumérant les niveaux de reconnaissance des donateurs a été créée et lancée en mars 2024. Le personnel des loisirs a récemment communiqué avec la Caisse Desjardins au sujet d'éventuels programmes de financement et a été référé au Fonds de d'aide au développement du milieu. La date limite de candidature est le 16 juin 2024 et nous demanderons le montant maximum de 50 000 \$.

Pertinence par rapport aux priorités

Objectif : Financement 17.2 du plan directeur des parcs et loisirs. Diversifier les sources de revenus afin de réduire la dépendance à l'égard du budget financé par les taxes, tout en continuant à fournir le système de parcs et de loisirs progressiste dont les résidents de la Nation sont fiers et auxquels ils s'attendent.

Communication Plan

La campagne de collecte de fonds Nation Sur Glace décrit les niveaux de reconnaissance des donateurs et le plan de médias sociaux y est énuméré.

Julie Langlois-Caisse

From: AMO Communications <communicate@amo.on.ca>
Sent: 23 mai 2024 10:01
To: Julie Langlois-Caisse
Subject: Externe-External: AMO Watchfile - May 23, 2024

ATTENTION: Ce courriel provient de sources externes à l'organisation. Ne cliquez pas sur les liens ou n'ouvrez pas les pièces jointes à moins de reconnaître l'expéditeur et de savoir que le contenu est sûr.

CAUTION: This email comes from external sources of the organization. Do not click on links or open attachments unless you recognize the sender and know the content is safe.



May, 23 2024

In This Issue

- AMO Board nominations open.
- Webinar Registration – “Conservation Authorities and Municipalities Working Together”.
- Call for Delegates to SIESLR Conference.
- IPC Transparency Challenge.
- AMO 2024 Conference: Request delegation meetings by June 7.
- AMO members' guide to request, prepare for & participate in delegation meetings.
- Disability Inclusion Virtual Workshop - June 5.
- Cybersecurity June 12 workshop for Municipally Elected Officials.
- Managing Communications During a Time of Crisis - June workshop
- Navigating Conflict Relationships: Transforming conflict into collaboration.
- IESO Municipal Series – Operating for Energy Efficiency – W/WW.
- Last chance: Canoe spring webinar on streamlining procurement.
- Careers.

AMO Matters

Have you considered serving on AMO's Board? Participate in setting strategic objectives, policy and program initiatives, and the budget. [Click here](#) for more information.

[Registration is now open](#) to municipal elected officials and senior municipal staff for the Conservation Ontario and AMO webinar on June 14, 2024 regarding updates to the *Conservation Authorities Act*.

Provincial Matters

Explore economic trends impacting Canada and the world at [the Summer Institute on Economic Security and Local Resilience \(SIESLR\)](#) conference on July 18-19, 2024 in Orillia. Register by June 1.

Show and tell us how your transparency project or program is modern and innovative, improves government transparency creatively, and has a solid positive impact for Ontarians. [Submissions](#) due May 31.

Education Opportunities

The Ministry of Municipal Affairs and Housing (MMAH) has launched the delegation forms to request your meetings at the 2024 AMO Annual Conference. Submit your delegation request by **June 7, 2024, 5:00pm EST**. [English Delegation Requests](#) | [French Delegation Requests](#).

The [AMO Guide to Delegation Meetings](#) provides information for you to consider what issues to focus on for your delegation meetings, what information you need to provide in your delegation forms and how to prepare for your delegation meetings. Make the most of your delegation meetings with this guide.

AMO Education has partnered with the Abilities Centre to deliver a workshop designed to enhance elected official understanding and approach to inclusion. Register for this important [Disability Inclusion June 5 workshop](#).

AMO has partnered with the Toronto Metropolitan University's (TMU) Rogers Cybersecure Catalyst to prepare elected officials in understanding cybersecurity and to make critical decisions related to preventing, preparing for, and responding to cyber security incidents. Register for the [June 12 Cybersecurity workshop](#) to learn how to prevent, prepare, and respond.

During times of crisis such as natural disasters or public disruption, municipally elected officials find themselves at the front line and facing the expectations of providing up to date and useful information to their communities. The [June 19 Managing Communications through Crisis workshop](#) is an opportunity to develop and enhance your approach to managing all aspects of crisis communications during and emergency. Join your colleagues to learn techniques for effective and proactive communications with community and media.

Having conflict-free and collaborative relationships can play a significant role in helping locally elected officials carry out your collective responsibilities as decision-makers of their communities. Learn how to accomplish this at the [June 26-27 Navigating Conflict Relationships workshop](#).

LAS

Want to reduce energy consumption at your treatment plants? Join the IESO webinar on June 4 to review key principles of energy efficiency and gain insights on potential for energy optimization while protecting your effluent quality. [Register here](#) today.

Canoe's [spring webinar series](#) continues today at 11am. Procurement expert Stephanie Dion shares her insights on how to do group procurement and comply with trade agreements. It's not too late - [register here](#) to attend.

Careers

[Asset Management Analyst, Fire - City of Mississauga](#). Closing Date: May 29

[Data Analysis Coordinator - Region of Durham](#). Closing Date: May 31, 2024

[Senior Policy Advisor - Treasury Board Secretariat](#). Closing Date: May 30, 2024

About AMO

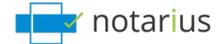
AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)
[LAS Local Authority Services](#)
[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)
[ONE Investment](#)
[Media Inquiries](#)
[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.

Association of Municipalities of Ontario

To unsubscribe, please [Opt Out](#)

155 University Ave Suite 800 | Toronto, ON M5H 3B7 CA

This email was sent to jlangois-caisse@nationmun.ca.

To continue receiving our emails, add us to your address book.



The Township of Georgian Bay Resolutions Council - 13 May 2024

Item 12.(a)

Date: May 13, 2024

C-2024-165

Moved by Councillor Stephen Jarvis
Seconded by Councillor Peter Cooper

WHEREAS Ontario's small rural municipalities face insurmountable challenges to fund both upfront investments and ongoing maintenance of their capital assets including roads and bridges and water wastewater and municipally owned buildings including recreational facilities and libraries;

WHEREAS in 2018, the Ontario government mandated all Ontario municipalities to develop capital asset management plans with the stipulation that they be considered in the development of the annual budget;

WHEREAS small rural municipalities (of 10,000 people or less) are facing monumental infrastructure deficits that cannot be adequately addressed through property tax revenue alone;

WHEREAS the only application approved through the recently awarded Housing Accelerator Fund to a small rural municipality was to Marathon Ontario, who received an allocation of \$1.9 million dollars while over \$1.369 billion going to Ontario's large urban centres, resulting in a 0.2% investment in rural Ontario;

WHEREAS the Ontario Government has committed \$9.1 billion to Toronto alone to assist with operating deficits and the repatriation of the Don Valley and Gardner Expressway;

WHEREAS small rural Ontario cannot keep pace with the capital investments required over the next 20 years unless both the Provincial and Federal Governments come forward with new sustainable infrastructure funding;

WHEREAS it is apparent that both the Federal and Ontario Governments have neglected to recognize the needs of small rural Ontario;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Township of Georgian Bay call on the Ontario and Federal Government to implement sustainable infrastructure funding for small rural municipalities;

AND THAT small rural municipalities are not overlooked and disregarded on future applications for funding;

AND THAT both the Federal and Ontario Governments begin by acknowledging that there is an insurmountable debt facing small rural municipalities;

AND THAT both the Federal and Ontario Governments immediately commission a Working Group that includes a member of the Eastern Ontario Wardens Caucus, to develop a plan on how to deal with the impending debt dilemma;

AND FINALLY THAT this resolution be forwarded to The Honourable Justin Trudeau, Prime Minister of Canada, The Honourable Sean Fraser, Minister of Housing, Infrastructure and Communities of Canada; Michel Tremblay Acting President and CEO, Canada Mortgage and Housing Corporation; The Honourable Doug Ford, Premier of Ontario; The Honourable Kinga Surma, Ontario Minister of Infrastructure; The Honourable Paul Calandra, Ontario Minister of Municipal Affairs and Housing; MP Shelby Kramp-Neuman, Hastings-Lennox Addington; MPP Ric Bresee Hastings-Lennox Addington, AMO, ROMA, FCM, Eastern Ontario Wardens' Caucus and all Municipalities in Ontario.

Carried Defeated Recorded Vote Referred Deferred

Recorded Vote:

	For	Against	Absent
Councillor Brian Bocek			
Councillor Peter Cooper			
Councillor Kristian Graziano			
Councillor Allan Hazelton			
Councillor Stephen Jarvis			
Councillor Steven Predko			
Mayor Peter Koetsier			

Peter Koetsier, Mayor



374028 6TH LINE • AMARANTH ON • L9W 0M6

May 16, 2024

Sent Via Email

Re: Resolution on Water Testing Services for Private Drinking Water

At its regular meeting of Council held on May 15, 2024, the Township of Amaranth Council passed the following resolution concerning Water Testing Services for Private Drinking Water.

Resolution #: 5

Moved by: G. Little

Seconded by: A. Stirk

BE IT RESOLVED THAT:

Whereas the Ontario Auditor General's annual report on public health from December 2023 indicates that Public Health Ontario is proposing the phasing-out of free provincial water testing services for private drinking water; and

Whereas free private drinking water testing services has played a pivotal role in safeguarding public health, particularly in rural communities, including the entire Township of Amaranth, that rely predominantly on private drinking water; and

Whereas the removal of free private drinking water testing could lead to a reduction in testing, potentially increasing the risk of waterborne diseases in these vulnerable populations; and

Whereas the tragic events in Walkerton, Ontario underscored the critical importance of safe drinking water.

Now Therefore Be It Resolved that The Township of Amaranth hereby requests that the Province reconsider and ultimately decide against the proposed phasing-out of free private drinking water testing services.

Further Be It Resolved that this resolution be sent to all Ontario municipalities, Minister of Environment Conservation and Parks, Minister of Health, Wellington Dufferin Guelph Public Health Unit, and MPP Sylvia Jones.

CARRIED

Please do not hesitate to contact the office if you require any further information on this matter.

Yours truly,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Nicole Martin".

Nicole Martin, Dipl. M.A.
CAO/Clerk

CC:
Minister of the Environment, Conservation and Parks
Minister of Health
Wellington Dufferin Public Health Unit
MPP Sylvia Jones
All Ontario Municipalities



Township of Lucan Biddulph

270 Main Street
P.O. Box 190, Lucan, Ontario N0M 2J0
Phone (519) 227-4491; Fax (519) 227-4998

May 21, 2024

The Honourable Andrea Khanjin, Ontario Minister of Environment, Conservation and Parks
Honourable Sylvia Jones, Ontario Minister of Health and Long-Term Care
Honourable Shelly Spence, Auditor General of Ontario

VIA Email to: minister.mecp@ontario.ca
sylvia.jones@ontario.ca
comments@auditor.on.ca

RE: Recommended Phase out of free water well testing in the 2023 Auditor General's Report

Please be advised that at their last regular meeting on Tuesday, May 7, 2024, the Council of the Township of Lucan Biddulph passed the following resolution:

Resolution No. 2024 - 123

Moved by J. Hodgins

Seconded by A. Westman

WHEREAS the Ontario Auditor General's annual report on public health from December 2023 indicates that Public Health Ontario is proposing the phasing-out of free provincial water testing services for private drinking water; and

WHEREAS free private drinking water testing services has played a pivotal role in safeguarding public health, particularly in rural communities such as the Township of Lucan Biddulph; and

WHEREAS the removal of free private drinking water testing could lead to a reduction in testing, potentially increasing the risk of waterborne diseases in these vulnerable populations; and

WHEREAS the tragic events in Walkerton, Ontario underscored the critical importance of safe drinking water.

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED that The Township of Lucan Biddulph hereby requests that the Province reconsider and ultimately decide against the proposed phasing-out of free private drinking water testing services.

FURTHER BE IT RESOLVED that this resolution be sent to all Ontario municipalities, Minister of Environment Conservation and Parks, Minister of Health, Middlesex-London Health Unit, and MPP Elgin-Middlesex-London.

CARRIED

Please contact our office should you require any further information on this matter.

Sincerely,

Ron Reymer

Ron Reymer
CAO/Clerk

cc: MPP Rob Flack



**MUNICIPALITÉ DE CASSELMAN
ORDRE DU JOUR
RÉUNION ORDINAIRE**

Réunion Ordinaire

No. du point à l'ordre du jour: 15.1.1.
No. du point 2024-134
Titre: Geneviève Lajoie - Autonomie des offices de protection de la nature
Date: le mardi 7 mai 2024

Proposé par: Genevieve Lajoie

Appuyé par: Paul Groulx

ATTENDU QUE le ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MNR) a proposé des modifications réglementaires en vertu de la Loi sur les offices de protection de la nature, telles que détaillées dans l'affichage n°019-8320 sur le Registre de l'environnement de l'Ontario, qui accordent au ministre des Ressources naturelles et des Forêts des pouvoirs sans précédent pour i) empêcher un office de protection de la nature de délivrer un permis et décider d'une demande de permis à la place de l'office de protection de la nature, et ii) réviser une décision de permis d'un office de protection de la nature à la demande d'un requérant, comme l'a notifié Jennifer Keyes, directrice de la planification et du développement des ressources ;

ET ATTENDU QUE ces changements menacent de minimiser l'expertise, l'autonomie et les connaissances locales des offices de protection de la nature, mettant en péril la gestion efficace des ressources naturelles de l'Ontario, comme l'indique la lettre de Geneviève Lajoie, maire de la Municipalité de Casselman et membre dévouée du conseil d'administration de la Conservation de la Nation Sud ;

ET ATTENDU QUE les modifications proposées peuvent conduire à des développements qui compromettent la qualité de l'eau, la santé publique et la biodiversité, et ignorent le rôle essentiel des autorités de conservation dans les stratégies d'adaptation au climat, les droits et les connaissances des populations autochtones, ainsi que la durabilité environnementale et économique ;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la Municipalité de Casselman soit solidaire, exprimant sa profonde inquiétude et son opposition aux changements réglementaires proposés en vertu de la Loi sur les offices de protection de la nature ;

QU'IL SOIT RÉSOLU que la Municipalité de Casselman soutienne l'appel à respecter les principes d'intégrité scientifique, d'expertise locale et de participation de la communauté aux efforts de conservation, en plaidant pour l'autonomie des autorités de conservation afin de protéger notre environnement contre les décisions qui favorisent le développement au détriment de l'intégrité environnementale ;

ET QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU QUE la Municipalité de Casselman encourage toutes les municipalités de l'Ontario à se joindre à cet appel en appuyant la lettre adressée au MRNF par la mairesse Geneviève Lajoie, et à demander au MRNF de reconsidérer les changements réglementaires proposés en faveur de la gestion de l'environnement, de la confiance du public et des droits des générations futures.

Sébastien Dion

Signed with Consigno Cloud (2024/05/08)
Verify with verifio.com or Adobe Reader.



Sébastien Dion, Greffier

Adoptée



**MUNICIPALITY OF CASSELMAN
AGENDA
REGULAR MEETING**

Regular Meeting

Agenda Number: 15.1.1.
Resolution Number 2024-134
Title: Geneviève Lajoie - Autonomy of Conservation Authorities in Ontario
Date: Tuesday, May 7, 2024

Moved by: Genevieve Lajoie
Seconded by: Paul Groulx

WHEREAS the Ministry of Natural Resources and Forestry (MNRF) has proposed regulatory changes under the Conservation Authorities Act, as detailed in posting #019-8320 on the Environment Registry of Ontario, which grant the Minister of Natural Resources and Forestry unprecedented powers to i) prevent a conservation authority from issuing a permit and decide on a permit application in the place of the conservation authority, and ii) review a conservation authority permit decision at the request of an applicant, as notified by Jennifer Keyes, Director, Resources Planning and Development Policy Branch;

AND WHEREAS these changes threaten to undermine the expertise, autonomy, and localized knowledge of conservation authorities, risking the effective stewardship of Ontario's natural resources, as articulated in the letter from Genevieve Lajoie, Mayor of Casselman and dedicated board member of the South Nation Conservation;

AND WHEREAS the proposed changes may lead to developments that compromise water quality, public health, and biodiversity, and ignore the critical role of conservation authorities in climate adaptation strategies, indigenous rights and knowledge, and environmental and economic sustainability;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Municipality of Casselman stands in solidarity, expressing deep concern and opposition to the proposed regulatory changes under the Conservation Authorities Act;

BE IT FURTHER RESOLVED that the Municipality of Casselman supports the call to uphold the principles of scientific integrity, local expertise, and community input in conservation efforts, advocating for the autonomy of conservation authorities to protect our environment from decisions that favor development at the expense of environmental integrity;

AND BE IT FURTHER RESOLVED that Municipality of Casselman urges all Ontario municipalities to join in this call by supporting the letter addressed to the MNRF by Mayor Genevieve Lajoie, and to advocate for the MNRF to reconsider the proposed regulatory changes in favor of environmental stewardship, public trust, and the rights of future generations.

Sébastien Dion

Signed with ConsignO Cloud (2024/05/08)
Verify with verifio.com or Adobe Reader.



Carried

Sébastien Dion, Clerk

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF LARDER LAKE

69 Fourth Avenue, Larder Lake, ON
 Phone: 705-643-2158 Fax: 705-643-2311



MOVED BY:

- Thomas Armstrong
- Patricia Hull
- Paul Kelly
- Lynne Paquette

SECONDED BY:

- Thomas Armstrong
- Patricia Hull
- Paul Kelly
- Lynne Paquette

Motion #: 8
 Resolution #:
 Date: May 14, 2024

WHEREAS Ontario has more private non-native ("exotic") wild animal keepers, roadside zoos, mobile zoos, wildlife exhibits and other captive wildlife operations than any other province;

AND WHEREAS the Province of Ontario has of yet not developed regulations to prohibit or restrict animal possession, breeding, or use of exotic wild animals in captivity;

AND WHEREAS exotic wild animals can pose very serious human health and safety risks, and attacks causing human injury and death have occurred in the province;

AND WHEREAS the keeping of exotic wild animals can cause poor animal welfare and suffering, and poses risks to local environments and wildlife;

AND WHEREAS owners of exotic wild animals can move from one community to another even after their operations have been shut down due to animal welfare or public health and safety concerns;

AND WHEREAS municipalities have struggled, often for months or years, to deal with exotic wild animal issues and have experienced substantive regulatory, administrative, enforcement and financial challenges;

AND WHEREAS the Association of Municipalities of Ontario (AMO), the Association of Municipal Managers, Clerks and Treasurers of Ontario (AMCTO), and the Municipal Law Enforcement Officers' Association (MLEOA) have indicated their support for World Animal Protection's campaign for provincial regulations of exotic wild animals and

Recorded vote requested:

	For	Against
Tom Armstrong		
Patricia Hull		
Paul Kelly		
Lynne Paquette		
Patty Quinn		

I declare this motion

<input type="checkbox"/> Carried
<input type="checkbox"/> Lost / Defeated
<input type="checkbox"/> Deferred to: _____ (enter date)
Because:
<input type="checkbox"/> Referred to: _____ (enter body)
Expected response: _____ (enter date)

Disclosure of Pecuniary Interest*

Chair: _____

*Disclosed his/her (their) interest(s), abstained from discussion and did not vote on this question.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF LARDER LAKE

69 Fourth Avenue, Larder Lake, ON

Phone: 705-643-2158 Fax: 705-643-2311



MOVED BY:

- Thomas Armstrong
- Patricia Hull
- Paul Kelly
- Lynne Paquette

SECONDED BY:

- Thomas Armstrong
- Patricia Hull
- Paul Kelly
- Lynne Paquette

Motion #: 9

Resolution #:

Date: May 14, 2024

roadside zoos in letters to the Ontario Solicitor General and Ontario Minister for Natural Resources and Forestry;

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT The Corporation of the Township of Larder Lake hereby petitions the provincial government to implement provincial regulations to restrict the possession, breeding, and use of exotic wild animals and license zoos in order to guarantee the fair and consistent application of policy throughout Ontario for the safety of Ontario's citizens and the exotic wild animal population;

AND FINALLY THAT a copy of this resolution be forwarded to the Premier of Ontario, Ontario's Solicitor General, Ontario's Minister for Natural Resources and Forestry, MPP Timiskaming-Cochrane, AMO, AMCTO, MLEAO, Timiskaming Municipal Association (TMA), the Federation of Northern Ontario Municipalities, (FONOM), and all municipalities within the District of Timiskaming.

Recorded vote requested:

	For	Against
Tom Armstrong	✓	
Patricia Hull	✓	
Paul Kelly	✓	
Lynne Paquette	✓	
Patty Quinn	✓	

I declare this motion

<input checked="" type="checkbox"/> Carried
<input type="checkbox"/> Lost / Defeated
<input type="checkbox"/> Deferred to: _____ (enter date)
Because:
<input type="checkbox"/> Referred to: _____ (enter body)
Expected response: _____ (enter date)

Disclosure of Pecuniary Interest*

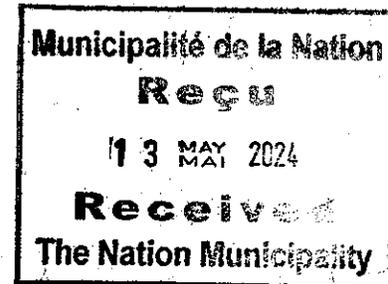
Chair:

*Disclosed his/her (their) interest(s), abstained from discussion and did not vote on this question.

**ST-ALBERT CHEESE CO-OPERATIVE INC.
LA FROMAGERIE COOPÉRATIVE ST-ALBERT INC.**

Le 9 mai 2024

Attention: Chef-adjoint M. Mario Cardinal
RE: Journée prévention incendies Fromagerie de St-Albert



Cher M. Cardinal,

Au nom de toute l'équipe de la Fromagerie Coopérative St-Albert, nous tenons à vous exprimer nos plus chaleureux remerciements pour votre contribution au cours de notre semaine de Santé et Sécurité au Travail qui a pris place du 28 avril au 3 mai dernier.

Votre présence pendant l'événement a été un atout important. L'implication des services d'incendies dans l'implantation de notre plan de sécurité d'incendie est grandement appréciée et représente un support supplémentaire de grande qualité dans nos efforts de prévention.

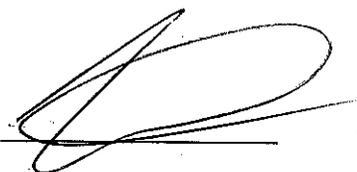
De plus, l'impact du discours auprès de nos superviseurs visant leurs responsabilités en matière de santé et sécurité au travail a eu un impact positif qui a été bien reçu de l'ensemble de nos employés.

Nous souhaitons souligner la participation des pompiers suivants pour leur présence et leur implication directe dans l'éducation de nos employés sur la bonne utilisation des extincteurs de feu :

- **Serge Richer** - Capitaine Caserne St-Albert
- **Marc-Antoine Guidon** - Pompier Caserne St-Albert
- **Carl surprenant** - Capitaine de Division de la Prévention des Incendies
- **Charles Gagnon** - Chef Intérimaire de Division de la Prévention des Incendies et de l'Éducation Publique – Service d'Incendie

Avec l'aide de votre participation, nous avons pu renforcer les procédures de santé et sécurité au travail qui ont une portée significative dans la vie de nos employés et de nos clients.

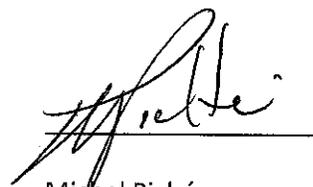
Merci encore pour votre support!



Éric Lafontaine
Directeur Général



Angela Trottier
Partenaire d'affaires Sénior RH



Michel Piché
Coordinateur Santé et Sécurité

Office of the
County Warden



9 INTERNATIONAL DRIVE
PEMBROKE, ON, CANADA
K8A 6W5
613-735-7288
FAX: 613-735-2081
www.countyofrenfrew.on.ca

January 31, 2024

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
premier@ontario.ca

DELIVERED VIA EMAIL

RE: Rural and Small Urban Municipalities – Affordability of Water and Wastewater Systems

Dear Premier Ford,

Please be advised that at the Regular Council Meeting on January 31, 2024, The County of Renfrew passed the following resolution:

WHEREAS the Provincial Policy Statement (PPS) (Section 1.6.6.2) states that municipal sewage services and municipal water services are the preferred form of servicing for settlement areas to support protection of the environment and minimize potential risks to human health and safety and that intensification and redevelopment within these settlement areas should be promoted; and

WHEREAS the PPS (Section 2.2.1 (f)) states that planning authorities shall protect, improve, or restore the quality and quantity of water by implementing the necessary restrictions on development and site alternation to protect all drinking supplies and designated vulnerable areas, and protect, improve, or restore vulnerable surface and ground water, sensitive surface water features and sensitive groundwater features, and their hydrologic functions; and

WHEREAS the PPS (Sections 2.2.1(h) and (i)) states that there is consideration of environmental lake capacity as well as stormwater management practices; and

WHEREAS the Ministry of the Environment, Protection and Conservation (MECP) Procedural Guideline B-1-5 Policy 2 provision states that water quality which presently does not meet the Provincial Water Quality Objectives shall not be further degraded and all practical measures shall be undertaken to upgrade the water quality to the Objectives; and

WHEREAS in 2014 the Township of Whitewater Region authorized Jp2gConsultants Inc. to undertake a Municipal Class Environmental Assessment (EA) for the purpose of evaluating viable options to upgrade the 1979 Cobden Wastewater Treatment Plant. This plant did not meet guidelines for effluent flow into Muskrat Lake and Cobden Wetland being highly sensitive, at-capacity, inland lake, and Provincial Significant Wetland (PSW) and acknowledged as one of

the most eutrophic in the province. The plant had ongoing seasonal overflow events, and was operating at maximum capacity; and

WHEREAS in 2018 the Council of the Township of Whitewater Region approved the construction of a new parallel mechanical system that would meet all provincial environmental and regulatory requirements including accommodating future growth. Federal and provincial contributions only covered 50% of the final construction costs, as there was no ability to renegotiate with federal and provincial partners once real costs were known. As a result, the balance of costs (\$6M) was debentured over 30 years at interest rates that are slightly punitive to rural and small urban municipalities; and

WHEREAS in 2019 the Council of the Township of Whitewater Region conducted a Water and Wastewater Rate Study that demonstrated the need for rate increases of over 100% to fund the new wastewater treatment plant construction debenture and the significantly increased operating costs for a parallel mechanical system. Rural and small urban municipalities experience very limited growth as federal and provincial policies heavily support growth in urban centers. As there are no other sources of available operational funding, rural and small urban municipalities are expected to fund the construction and operation of these state-of-the-art systems from existing property owners and nominal forecasted growth; and

WHEREAS in 2023 the Township of Whitewater Region combined water and wastewater rates have risen to almost \$3,000/year for its five hundred and eleven (511) users and are among the highest in the County of Renfrew and across the Province of Ontario. There are similarly high user rates in the Township of Madawaska Valley as a result of Provincial regulations and a small number of users. Other examples of rapidly increasing rates include the Towns of Deep River, Renfrew, Arnprior, Laurentian Hills, and Petawawa, and the Townships of Bonnechere Valley, Laurentian Valley and Killaloe, Hagarty and Richards, where significant upgrades in short periods of time are making rates unaffordable even with an increased number of users.

NOW, THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the County of Renfrew:

Advocate to the provincial and federal levels of government to make them aware that rural and small urban water and wastewater systems are financially unsustainable; and Advocate to the Association of Municipalities of Ontario (AMO), the Rural Ontario Municipalities Association (ROMA) and the Federation of Canadian Municipalities (FCM) to examine if the unaffordability of water and wastewater system operational costs is systemic provincially and nationally.

AND THAT a copy of this resolution be circulated to The Honourable Doug Ford, Premier of Ontario; the Honourable Kinga Surma, Minister of Infrastructure (Ontario); the Honourable Dominic LeBlanc, Minister of Intergovernmental Affairs, Infrastructure and Communities (Canada); the Honourable Paul Calandra, Minister of Municipal Affairs and Housing, the Honourable Andrea Khanjin, Minister of the Environment, Conservation and Parks (Ontario), Cheryl Gallant, MP, Renfrew-Nipissing-Pembroke, John Yakabuski, MPP, Renfrew-Nipissing-Pembroke and Parliamentary Assistant to the Minister of the Environment, Conservation and Parks; AMO; ROMA; FCM; and all Municipalities in Ontario.



Phone: 613-584-2000
Fax: 613-584-3237
Email: townmail@deeperiver.ca
deeperiver.ca |  

May 16, 2024

DELIVERED VIA EMAIL

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
premier@ontario.ca

Dear Premier Ford,

Please be advised that at the Regular Meeting of Council on April 24, 2024, Council of the Corporation of the Town of Deep River passed the following resolution in support of the County of Renfrew Council resolution regarding Rural and Small Urban Municipalities – Affordability of Water and Wastewater Systems:

6.1.1 Rural and Small Urban Municipalities - Affordability of Water and Wastewater Systems
Renfrew County Council

RESOLUTION 2024 117

MOVED BY: Councillor Hughes
SECONDED BY: Councillor Giardini

BE IT RESOLVED THAT the correspondence from the County of Renfrew Council regarding the affordability of Water and Wastewater Systems of rural and small urban municipalities, be received,

THAT Council of the Town of Deep River endorses the motion, and

THAT it be forwarded to the same persons as listed in the County of Renfrew distribution list.

CARRIED



Kind Regards,



Jackie Mellon, on behalf of the Council of the Town of Deep River
Clerk
Town of Deep River

cc: The Honourable Kinga Surma, Minister of Infrastructure
The Honourable Dominic LeBlanc, Minister of Public Safety, Democratic Institutions
and Intergovernmental Affairs
The Honourable Paul Calandra, Minister of Municipal Affairs and Housing
The Honourable Andrea Khanjin, Minister of the Environment, Conservation and Parks
Cheryl Gallant, MP, Renfrew-Nipissing-Pembroke
John Yakabuski, MPP, Renfrew-Nipissing-Pembroke and Parliamentary Assistant to
the Minister of the Energy
Association of Municipalities Ontario (AMO)
Rural Ontario Municipal Association (ROMA)
Federation of Canadian Municipalities (FCM)
All Ontario Municipalities





Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: F-13-2024

Sujet : Changements proposée au règlement de frais et charges

Date de la réunion : Le 3 juin 2024

Préparé par : Nadia Knebel, Trésorière

Diffusé et/ou collaboré avec : Aimée Roy, Greffe; Guylain Laflèche, Bâtiment, Urbanisme, Ingénierie & Règlementation; Marc Legault, Voirie; Nicholas Pigeon, Eau & Égouts

Approbation : Pierre Leroux, DG

En accord avec la recommandation basée sur le contenu de ce rapport.

Recommandation

Que le conseil approuve les modifications proposées pour le règlement sur les droits et redevances, telles que présentées dans ce rapport.

Que le conseil approuve le Règlement 83-2024.

Considérations financières

Les implications financières ont été vérifiées avec le budget annuel et/ou la politique ou le règlement applicable approuvé : NON APPLICABLE

Contexte

Les frais et charges en vigueur nécessitent des modifications, des ajouts et des mises à jour. Les éléments pour lesquels une modification est proposée sont expliqués dans ce rapport.

Rapport

Dans le cadre de nos efforts continus visant à assurer l'efficacité et la viabilité financière de nos activités municipales, nous procéderons plus tard cette année à un examen complet des divers règlements énumérés à l'annexe A du règlement proposé. Cet examen visera à mettre à jour et à aligner les frais connexes sur le nouveau règlement 83-2024. En regroupant tous les frais et charges en un seul endroit, plutôt que de les répartir dans différents règlements, et en les mettant à jour chaque année au cours du processus budgétaire, nous souhaitons rationaliser nos opérations et garantir des mises à jour opportunes. Cette approche renforcera la transparence, améliorera l'efficacité et facilitera l'accès à des frais et charges à jour.

Les changements proposés au règlement de frais et charges se retrouvent ci-dessous :

	CHARGE COURANTE (Règl. 88-2023)	CHARGE PROPOSÉE/ CHANGEMENT (Nouveau règl.)
ADMINISTRATION		
Affidavits, commissaire à l'assermentation – <i>enlevé & séparé ci-dessous</i>	20,00 \$	-
Affidavits, commissaire à l'assermentation, <i>documents de la Nation</i>	-	Sans frais
Affidavits, commissaire à l'assermentation, <i>résidents, première signature</i>	20,00 \$	20,00 \$
Signatures additionnelles sur le même ou autre document	-	5,00 \$
Affidavits, commissaire à l'assermentation, <i>non-résidents, première signature</i>	-	30,00 \$
Signatures additionnelles sur le même ou autre document	-	5,00 \$

	CHARGE COURANTE (Règl. 88-2023)	CHARGE PROPOSÉE/ CHANGEMENT (Nouveau règl.)
ADMINISTRATION (suite)		
Affidavits, commissaire à l'assermentation, <i>documents pour les pensions, résidents</i>	-	10,00 \$
Affidavits, commissaire à l'assermentation, <i>documents pour les pensions, non-résidents</i>	-	20,00 \$
MFIPPA -O. Reg. 823 Remise des données au demandeur, par copie ou impression	-	0,20 \$
MFIPPA -O. Reg. 823 Remise des données au demandeur, par clé USB	-	10,00 \$
Licence de mariage	140,00 \$	150,00 \$
EAU & ÉGOUTS		
Permis de connexion	100,00 \$	200,00 \$
Permis de connexion – deux services sur le même lot	150,00 \$	<i>Retiré</i>
Nouveau compte	-	45,00 \$
Inspecter et sceller le compteur d'eau	-	60,00 \$
Ouvrir ou fermer la valve d'eau, à la demande du client, pendant les heures de travail normales ou après la collecte	-	60,00 \$
Ouvrir ou fermer la valve d'eau, à la demande du client, en dehors des heures normales de travail		
Compteur d'eau	450,00 \$	660,00 \$
INGÉNIERIE		
Revue technique des accords de lotissement et de plan de site:		
Premier et deuxième revue (procédure de revue normale), par entente	-	350,00 \$
Troisième révision ou plus, par heure	-	155,00 \$

Liens aux priorités

n/a

Plan de communication

Le règlement mis à jour ainsi que les autres règlements et politiques pertinents seront disponibles sur le site web de la nation.

Pièces jointes

Annexe A – Règlement 83-2024 proposé

ANNEXE A

Règlement proposé 83-2024

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 83-2024

BEING a By-Law to establish fees for certain licences, permits, certificates and various services provided or done by or on the municipality's behalf.

WHEREAS Section 8 of The Municipal Act, S.O. 2001, c.25, as amended states that the powers of a municipality under this or any other Act shall be interpreted broadly so as to confer broad authority on the municipality to enable to the municipality to govern its affairs as it considers appropriate;

AND WHEREAS Section 9 of The Municipal Act, S.O. 2001, c.25, as amended states that a municipality has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for the purpose of exercising its authority under this or any other Act;

AND WHEREAS Section 11 of The Municipal Act, S.O. 2001, c.25, as amended states that a lower-tier municipality may provide any service or thing that the municipality considers necessary or desirable for the public

AND WHEREAS, Part XII, Section 391 (1) of the Municipal Act, 2001 as amended, provides for municipalities to pass by-laws imposing fees and charges on any class of persons,

- a) for services or activities provided or done by or on its behalf;
- b) for costs payable by it for services or activities provided by or done by or on behalf of any other municipality or local board;
- c) for the use of property including property under its control.

AND WHEREAS, Section 69, (1), (2), (3) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, provides for municipalities to establish a tariff of fees for the processing of applications made in respect of planning matters.

AND WHEREAS, Section 42(1) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended states that as a condition of development or redevelopment of land, the council of a local municipality may, by by-law applicable to the whole municipality or to any defined area or areas thereof, require that land in an amount not exceeding, in the case of land proposed for development or redevelopment for commercial or industrial purposes, 2 per cent and in all other cases 5 per cent of the land be conveyed to the municipality for park or other public recreational purposes.

AND WHEREAS, it is necessary where authorities exist or where new authorities are granted to periodically add or revise user fees as administrative and enforcement standard operating procedures are modified or enhanced; and

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

DEFINITIONS:

"By-Law" includes a resolution for the purpose of a local board.

"Local Board" includes any prescribed body performing a public function and a school board but, for the purpose of passing by-laws imposing fees and charges under Part XII of the Municipal Act, 2001, does not include a school board or hospital board.

"Person" includes a municipality and a local board and the Crown.

"Municipality" means the Corporation of The Nation Municipality.

- 1) That fees and charges be imposed for certain services and activities as shown in the attached Schedule "A" attached to and forming part of this By-Law.
- 2) The fees and charges may be invoiced to the person and shall be payable within 30 days of the date of the invoice. Interest at the rate of 1.25% per month shall be

charged after the due date. The fees and charges imposed by the municipality on a person constitute a debt of the person to the municipality.

- 3) The fees and charges as established in Schedule A are subject to the Harmonized Sales Tax (HST) where applicable.
- 4) The fees and charges, listed on Schedule A of this by-law, can be paid by debit (where available), cash, certified cheque, or cheque.
- 5) The Treasurer is empowered to add any overdue fees and charges imposed by the municipality to the tax roll for any real property of the person responsible for paying the fees and charges and these shall be collected in like manner as municipal taxes.
- 6) Interest penalties for unpaid amounts owing for fees and charges will be charged at a rate of 1.25% per month for each month or fraction thereof in which the default continues.
- 7) All fees and charges contained within Schedule A of this By-law will be reviewed from time to time.
- 8) In the event of a conflict between a fee or charge or policy contained in this by-law and another By-law or any other Act or regulation made under any other Act, the provisions of this by-law shall prevail.
- 9) That By-Law No. 88-2023 be hereby repealed.
- 10) That the charge of \$450 for a 16 mm x 19 mm (5/8" x 3/4") meter in Schedule A of By-Law No. 53-2021 be hereby repealed. All other sections of By-Law No. 53-2021 and Schedule A to By-Law 53-2021 remain in force.
- 11) That this by-law shall come into force on the day of its passing.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 3rd DAY OF JUNE, 2024.

Francis Brière, Mayor

Aimée Roy, Clerk

SEAL

ANNEXE A
Au règlement 83-2024

FRAIS ET CHARGES AUX USAGERS

DÉPARTEMENT	DESCRIPTION DU FRAIS	UNITÉ	TVH	
			(T = Taxable)	(E = Exempt)
FRAIS (\$)				
ADMINISTRATION				
	Affidavits, commissaire à l'assermentation, documents de la Nation			Sans frais
	Affidavits, commissaire à l'assermentation, résidents, première signature	Chaque	T	\$ 20.00
	- Signatures additionnelles sur le même ou autre document	Chaque	T	\$ 5.00
	Affidavits, commissaire à l'assermentation, non-résidents, first signature	Chaque	T	\$ 30.00
	- Signatures additionnelles sur le même ou autre document	Chaque	T	\$ 5.00
	Affidavits, commissaire à l'assermentation, documents pour les pensions, résidents	Chaque	T	\$ 10.00
	Affidavits, commissaire à l'assermentation, documents pour les pensions, non-résidents	Chaque	T	\$ 20.00
	Carte géographique de la municipalité	Chaque	T	Coût + 10% administration
	Certificat de taxes	Chaque	T	\$ 60.00
	Changement ou annulation d'un chèque postdaté, retirer un chèque postdaté ou placer un chèque en attente	Chaque	T	\$ 5.00
	Chèque sans fonds ("NSF")	Chaque	E	\$ 20.00
	Courrier enregistré	Par envoi	T	\$ 20.00
	Factures de services divers - frais d'administration basés sur le coût total du service avant taxes		T, si applicable	10%
	Licence de mariage	Chaque	E	\$ 150.00
	Location salle du conseil			Politique de location de petites salles de la récréation*
	MFIPPA - Demande de document sous la liberté d'accès à l'information, par demande	Par demande	E	\$ 5.00
	MFIPPA - O. Reg 823 - temps de recherche et de préparation	Par 15 minutes	E	\$ 7.50
	MFIPPA -O. Reg. 823 Remise des donnés au demandeur	Par copie ou impression	E	\$ 0.20
	MFIPPA -O. Reg. 823 Remise des donnés au demandeur	Par clé USB	E	\$ 10.00
	Photocopie, par feuille, noir & blanc (8 ½ x 11- x 14)	Chaque	T	\$ 0.25
	Photocopie, couleur (8 ½ x 11 – X 14)	Chaque	T	\$ 0.35
	Photocopie (11 x 17)	Chaque	T	\$ 0.50
	Recherche de documents dans les dossiers ou archives	Par heure	E	\$ 40.00
	Réimpression / Copie de facture de taxes ou d'eau et égouts, etc	Chaque	T	\$ 15.00
	Transmission de télécopie	Chaque	T	\$ 2.00
	Vente d'impôts municipal			Règlement 22-2023*
	Autres municipalités, frais d'administration - sur la base du coût total du service avant impôts			
	Partage de la main-d'œuvre, de l'équipement et de la gestion		T, si applicable	2%
	Gestion non partagée mais main d'œuvre et équipement partagés		T, si applicable	5%
	Main d'œuvre, équipement ou gestion non partagés		T, si applicable	10%
CONSTRUCTION				
	Certificat de conformité des bâtiments	Chaque	E	\$ 85.00
	Permis de construction (frais)			Règlement 87-2012*
	Piscines et enclos			Règlement 80-2005*
	Poêle à bois extérieur			Règlement 37-2004*
CONTRÔLE DES ANIMAUX				
	Disposition d'animal	Chaque	E	\$ 95.00
	Frais de fourrière	Par jour, par chien	E	\$ 30.00
	Licence pour chenil ou élevage de chiens pure race	Chaque	E	\$ 100.00
	Ramassage & mise en fourrière	Par chien	E	\$ 50.00
RÈGLEMENTATION				
	Clôtures			Règlement 45-2014*
	Enseignes			Règlement 22-2018*
	Frais de service des normes foncières			Règlement 133-1998*
	Permis de feu et frais d'appel d'incendie			Règlement 84-2004*
	Permis de loterie			Règlement 50-2002*
	Permis d'entreprises			Règlement 50-2005*
	Maison d'hébergement			Règlement 31-2004*
	Rapport de conformité aux normes de propriété			Règlement 133-1998*
	Véhicules de rafraîchissement et commerçants itinérants			Règlement 89-2010*
DRAINAGE				
	Inspection de l'évacuation des eaux souterraines	Chaque	E	\$ 100.00
VISONNEURS DE CLÔTURES				
	Par visionnement + mileage		E	\$ 100.00
SERVICE D'INCENDIES				
	Borne fontaine			Règlement 86-2018*
	Rapport de confirmation d'incendie			Règlement 148-2015*
URBANISME ET ZONAGE				
	Conformité du zonage	Chaque	E	\$ 40.00
	Contrôle des lots partiels - maximum de 3 lots par demande	Chaque	E	\$ 200.00
	Demande d'autorisation	Chaque	E	\$ 700.00
	Demande de fermeture de chemins avec solde inutilisé remboursable et facturation du montant excédent de dépense	Chaque	E	\$ 5,000.00
	Dérogation mineure / Permission	Chaque	E	\$ 500.00
	Entente de lotissement	Chaque	E	\$ 2,500.00
	Inspection sur place pour les ententes de plan de site	Par visite	E	\$ 75.00
	Modification au Plan Officiel	Chaque	E	\$ 1,500.00
	Modification au règlement de zonage	Chaque	E	\$ 1,500.00
	Redevances d'aménagement			Règlement 93-2015*
	Somme fixe aux fins de parc pour demande d'autorisation	Chaque	E	\$ 1,750.00
	Accord sur le plan d'implantation, frais d'administration non remboursables 500,00 \$ plus un dépôt de 2 000,00 \$, le solde inutilisé étant remboursable.	Chaque	E	Voir à gauche
	Contrôle du plan du site commercial ou industriel, argent comptant au lieu d'un parc, 2% de valeur des terres ou de transmettre 2% de la superficie brute	Chaque	E	Voir à gauche
	Contrôle du Plan du site résidentiel, argent comptant au lieu d'un parc, 5% de valeur des terres ou de transmettre 5% de la superficie brute	Chaque	E	Voir à gauche
	Lotissement résidentiel, argent comptant au lieu d'un parc, 5% de valeur des terres ou de transmettre 5% de la superficie brute	Chaque	E	Voir à gauche
VOIRIE				
	Permis de coupe de route et de fossé, non remboursable + dépôt de garantie	Par demande	E	\$ 125.00
	Permis d'entrée, non remboursable	Chaque	E	\$ 125.00
	Poteau d'adresse 9-1-1	Chaque	T	\$ 135.00
ENVIRONNEMENT				
	Collants pour sacs d'ordures (Règl. 131-2021*)	Chaque	E	\$ 1.00
	Collecte d'ordures			Règlement en vigueur
	Frais de dépotoir			Règlement 131-2021*

ANNEXE A
Au règlement 83-2024

FRAIS ET CHARGES AUX USAGERS

DÉPARTMENT	DESCRIPTION DU FRAIS	UNITÉ	TVH		FRAIS (\$)
			(T = Taxable)	(E = Exempt)	
EAU & ÉGOUTS					
	Compteur d'eau	Chaque	E	\$	660.00
	Déconnexion	Chaque	E	\$	45.00
	Inspecter et sceller le compteur d'eau	Chaque	E	\$	60.00
	Lecture de compteur pour l'exactitude / Lecture finale	Chaque	E	\$	45.00
	Nouveau compte	Chaque	E	\$	45.00
	Ouvrir ou fermer la valve d'eau, à la demande du client, pendant les heures de travail normales ou après la collecte.	Chaque	E	\$	60.00
	Ouvrir ou fermer la valve d'eau, à la demande du client, en dehors des heures normales de travail.	Chaque	E	\$	110.00
	Permis de connexion	Par service	E	\$	200.00
	Reconnexion	Chaque	E	\$	75.00
	Consommation d'eau - Limoges				Règlement en vigueur
	Consommation d'eau - St-Isidore				Règlement en vigueur
	Utilisation des égouts - où applicable				Règlement en vigueur
INGÉNIERIE					
	Conduite d'aqueduc (Form 1), frais de dossier	Chaque	E	\$	1,750.00
	Égout sanitaire Autorisation regroupée d'infrastructures linéaire (CLI ECA), frais de dossier	Chaque	E	\$	1,750.00
	Égout sanitaire Autorisation regroupée d'infrastructures linéaire (CLI ECA), frais de dossier pour l'installation de station de pompage sanitaire	Chaque	E	\$	5,250.00
	Égout pluvial Autorisation regroupée d'infrastructures linéaire (CLI ECA), frais de dossier	Chaque	E	\$	1,750.00
	Égout pluvial Autorisation regroupée d'infrastructures linéaire (CLI ECA), frais de dossier pour dispositif de contrôle qualité (ex, séparateur d'huile/sédiments)	Chaque	E	\$	2,750.00
	Égout pluvial Autorisation regroupée d'infrastructures linéaire (CLI ECA), frais de dossier pour l'installation de pratique de gestion optimale des eaux pluviales	Chaque	E	\$	5,250.00
	Revue technique des accords de lotissement et de plan de site:				
	Premier et deuxième revue (procédure de revue normale)	Par unité proposée	T	\$	350.00
	Troisième révision ou plus	Par heure	T	\$	155.00

*tel qu'amendé de temps à autre

PROPOSÉ



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: ZBL-4-2024-2

**Sujet : Rapport pour la modification au règlement de zonage pour le 146 rue
Ottawa**

Préparé par : Guylain Lafleche, Directeur de l'aménagement du territoire

Révisé par :

Date de la réunion : 3 juin 2024

PRÉAMBULE :

Le 13 mai 2024, une réunion publique a eu lieu, présentant la demande de modification au règlement de zonage ZBL-4-2024. Cette demande était pour modifier la catégorie de zonage du terrain portant le numéro civique 146 rue Ottawa pour permettre deux blocs appartement de 6 unités chacun. Le SAT a présenté un rapport et le public et les agences ont eu la chance de soumettre des commentaires. Ce rapport révisera les commentaires soumis et répondra en général aux questions. Nous trouvons cette révision sous le paragraphe "COMMENTAIRES".

Ci-dessous est le rapport présenté à la réunion publique.

INTRODUCTION:

Le propriétaire a soumis une demande de modification au règlement de zonage 2-2006, filière ZBL-4-2024, relativement au 146 rue Ottawa, afin de construire deux blocs appartement de 6 unités chacun, de réduire l'aire minimum par unité de 400 mètres carrés à 150 mètres carrés et de permettre une aire de recouvrement maximum de 25% au lieu de 15%.



DÉCLARATION DE PRINCIPES PROVINCIALE

Sous la section 1.1.1, la DPP nous cite que pour maintenir des collectivités saines et sûres, il faut :

- a) encourager des formes efficaces d'aménagement et d'utilisation du sol qui soutiennent à long terme la vitalité financière de la province et des municipalités;

- b) permettre un éventail et une diversité appropriés d'utilisations à des fins résidentielles (p. ex., deuxièmes unités d'habitation, logements abordables, logements pour personnes âgées), d'emploi (notamment industriels et commerciaux), institutionnelles (p. ex., lieux de culte, cimetières, foyers de soins de longue durée), de loisirs, d'espaces verts et de plein air et autres pour répondre aux besoins à long terme;.....
- e) encourager des formes et des normes d'aménagement rentables qui réduisent au minimum l'utilisation des terres et les coûts de viabilisation;

Sous la section 1.1.3, la DPP nous encourage à développer une mixité d'usage résidentiel dans les centres urbains. La DPP encourage les municipalités au redéveloppement des zones de peuplement en densifiant les terrains existant à l'intérieur des villages. Cette densification devrait maximiser les infrastructures existantes.

Sous la section 1.4.3, la DPP nous demande de fournir une diversité et un éventail appropriés de types de logement et de densités afin de répondre aux besoins des résidents actuels et futurs de la *zone de marché régionale* de la façon suivante :

- a) en établissant et en mettant en œuvre des objectifs minimaux pour la fourniture de logements *abordables aux ménages à revenu faible et modéré*....
- b) en permettant et en facilitant:
 - a. toutes les formes de logement nécessaires pour répondre aux besoins sur le plan social et en matière de santé et de bien-être, y compris aux *besoins particuliers*, des résidents actuels et futurs;
 - b. toutes les formes de *densification résidentielle*, y compris les deuxièmes unités d'habitation, et de *réaménagement* en conformité avec la politique 1.1.3.3;
- c) en orientant l'aménagement de nouveaux logements vers les endroits où des niveaux appropriés d'infrastructure et d'installations de services publics sont ou seront disponibles pour répondre aux besoins actuels et futurs;
- d) en encourageant, pour les nouveaux logements, des densités qui utilisent efficacement les terres, les ressources, *l'infrastructure* et les *installations de services publics*, et qui appuient l'utilisation du transport actif et du transport en commun dans les zones où ils sont offerts ou doivent être implantés;
- e) en établissant des normes d'aménagement pour la *densification résidentielle*, le *réaménagement* et les nouveaux aménagements résidentiels qui permettent de réduire au minimum le coût du logement et de faciliter l'aménagement compact, tout en maintenant des niveaux appropriés de santé et de sécurité publiques.

Sous la section 1.6.6.1, la DPP nous encourage d'orienter la croissance ou l'aménagement prévu(e) et y répondre d'une façon qui favorise l'utilisation efficace et l'optimisation des *services d'égout municipaux et des services d'approvisionnement en eau municipaux* existants.

Aussi, la section 1.6.6.2, la DPP nous cite que les *services d'égout municipaux* et les *services d'approvisionnement en eau municipaux* constituent la méthode privilégiée pour viabiliser les *zones de peuplement*. Dans la mesure du possible, il faut encourager dans les *zones de peuplement* la *densification* et le *réaménagement* basés sur les *services d'égout municipaux* et les *services d'approvisionnement en eau municipaux* existants.

La demande de modification au règlement rencontre la DPP.

PLAN OFFICIEL:

La parcelle de propriété est inscrite sous l'affectation "Secteur des politiques urbaines" à l'annexe A au Plan Officiel des Comtés Unis de Prescott et Russell.

La politique 2.3 sur le développement résidentiel, encourage une mixité des usages résidentiels et commerciaux à l'intérieur des zones urbaines et de densifier même les zones centrales de nos zones urbaines.

Le SAT peut confirmer que la modification au règlement de zonage rencontre les intentions du plan officiel.

RÈGLEMENT DE ZONAGE:

La propriété en question est zonée "résidentielle moyenne densité" (R2)

La demande de modification a pour but de modifier la catégorie de zonage de la parcelle à "résidentielle haute densité – Exception (R3-X)".

La modification, "Résidentielle Forte Densité– Exception (R3-X)", propose de de réduire l'aire minimum par unité de 400 mètres carrés à 150 mètres carrés et de permettre une aire de recouvrement maximum de 25% au lieu de 15%.

RECOMMANDATION DU SAT :

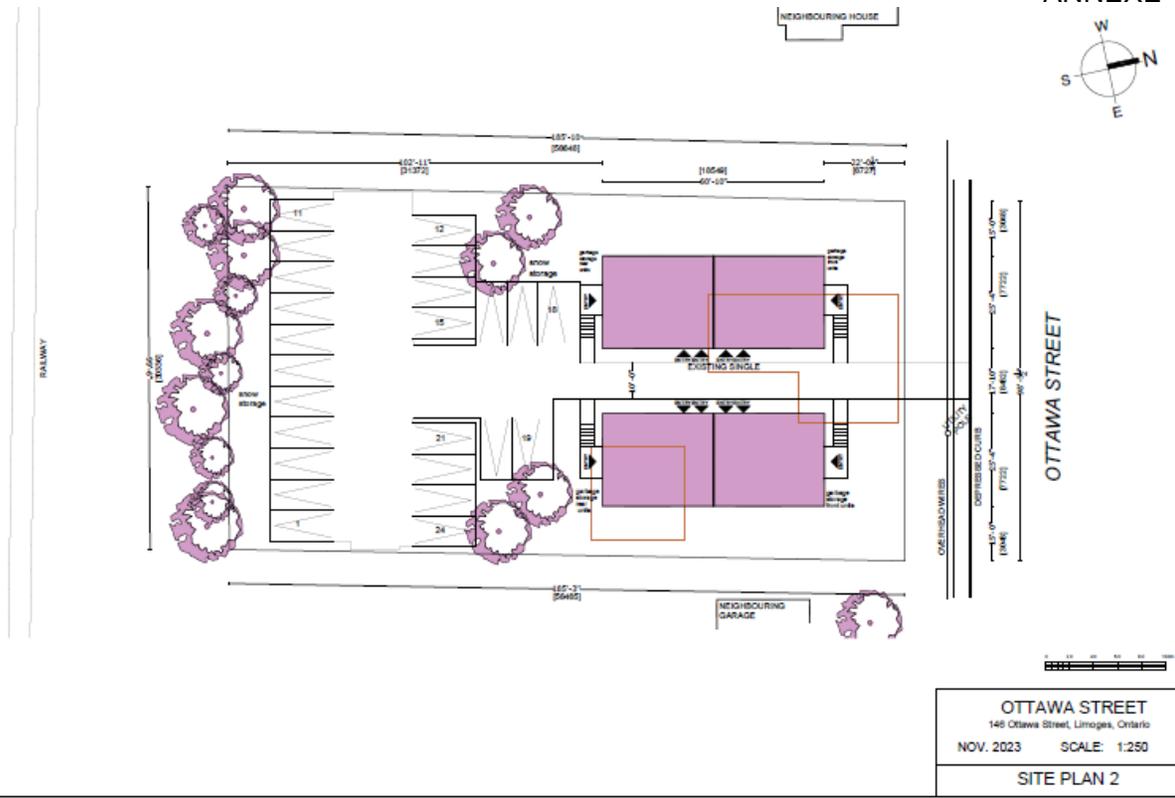
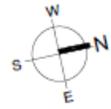
Le SAT aimerait recevoir les commentaires avant de rendre sa recommandation.

Une ébauche du projet se retrouve en annexes 1 et 2.

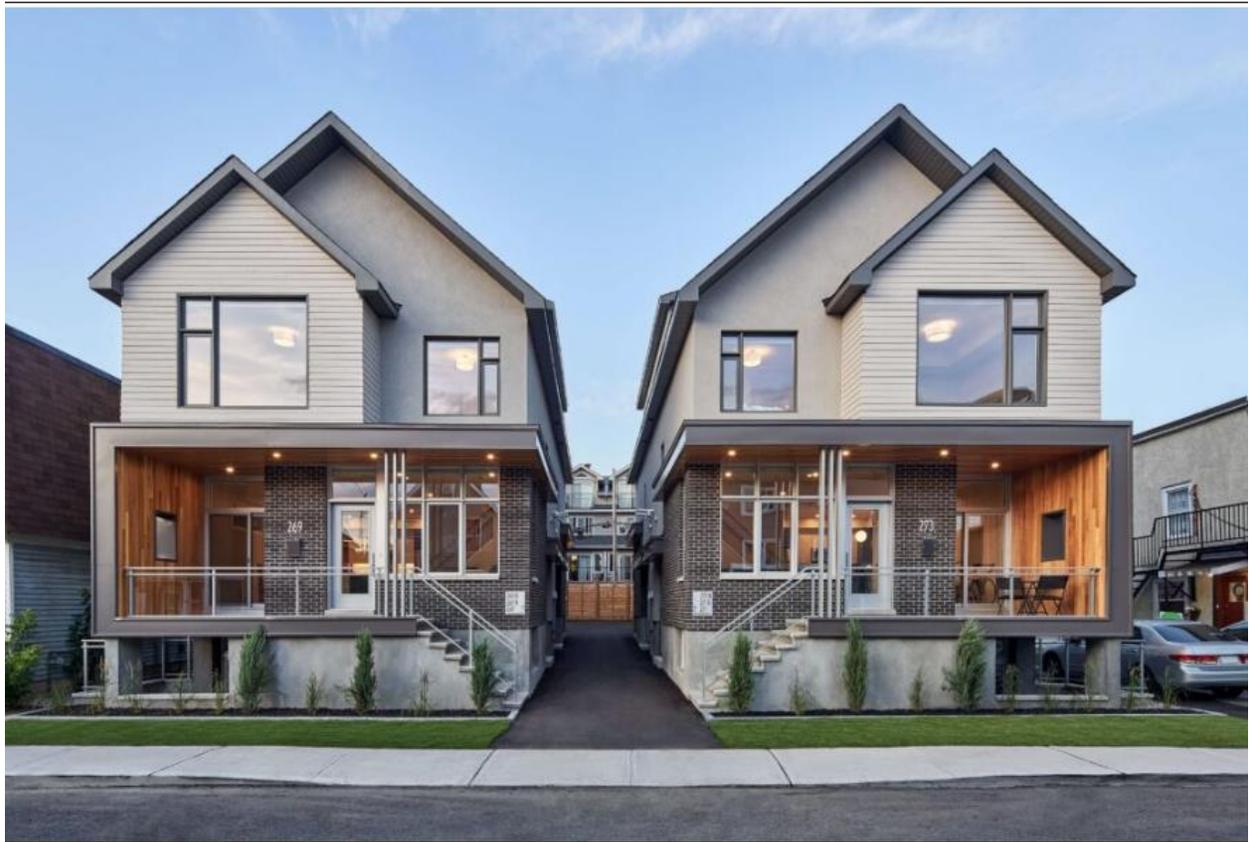
Une ébauche du règlement se retrouve en annexe 3.

Guylain Lafèche, MCIP, RPP
Urbaniste Municipal

ANNEXE 1



ANNEXE 2



CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. XX-2024

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

Section 1: The property located on part of Lot 30, Concession 2 in the former Township of Cambridge, now in The Nation Municipality, County of Russell, being Lot 22 S/S, PLAN H.O. WOOD 1886 and bearing civic number 146 Ottawa Street, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law, shall be the property affected by this By-Law.

Section 2: Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Medium Density Residential (R2)" to "High Density Residential - Exception (R3-X36)" the symbol of the land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.

Section 3: Subsection 5.5.4 of Zoning By-Law 2-2006 entitled "Exception Zones", is hereby amended by adding the following new paragraphs:

5.5.4.36 R3-X36, 146 Ottawa Street

Notwithstanding Section 5.5 "High Density Residential Zone" of Zoning By-Law 2-2006, hereof to the contrary, on the land zoned R3-X36, the following provisions shall apply;

-Minimum Lot Area per unit: 150 m² / per dwelling unit
-Maximum lot coverage: 25%

Section 4: All other provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.

Section 5: Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

FIN DU RAPPORT

COMMENTAIRES DU 13 MAI 2024

Certaines inquiétudes ont été soulevés lors de la réunion.

Environnement

Il est certain que la venue de bloc appartements peut créer un impact sur l'environnement mais il est difficile d'identifier l'impact exact.

Esthétique

Nous sommes d'avis qu'il est possible de marier l'esthétique des bâtiments proposés avec le voisinage.

Dépendant de la localisation des bâtiments, ceci peut apaiser les inquiétudes concernant la jouissance des propriétés voisines.

Surpopulation et crise du logement

Les principes provinciaux encouragent la population à s'établir en zone urbaine. Malgré le sacrifice d'une habitation vivable, la création de plusieurs unités maximise la superficie du terrain existant.

Circulation automobile plus élevée

Il est certain que la venue de bâtiment appartement apporte plus de circulation, cependant les rues existantes peuvent accommoder cette densité. Aussi, les Comtés-Unis ont un plan de circulation en place pour l'intersection de la rue Ottawa et Limoges.

Valeur des propriétés

Nous n'avons pas de donner qui prouve que les propriétés avoisinantes perdent de la valeur.

RECOMMANDATION DU SAT :

Suivant la présentation du projet, le SAT est d'avis que la proposition de modification rencontre les intentions de la DPP et du plan officiel.

Par ailleurs, suivant les nouvelles tendances de construction, le SAT est d'avis que nous devrions permettre une hauteur maximum du bâtiment à 12 mètres au lieu de 10,6 mètres.

Le SAT recommande la modification et l'adoption du règlement 87-2024

Guylain Lafèche, MCIP, RPP
Urbaniste Municipal



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: CAO-02-2024

Sujet : Stratégies Durables pour la Gestion des Commentaires sur les Réseaux Sociaux

Date de la réunion : 3 juin 2024

Préparé par : Pierre Leroux, DG

Diffusé et/ou collaboré avec : Amélie Deschamps, Coordinatrice de la communication et du marketing

Approbation : n/a

Recommandation

Que le Conseil approuve la nouvelle politique sur les réseaux sociaux, COM-2024-01, qui inclut la directive de désactiver définitivement les commentaires sur les plateformes de réseaux sociaux de la Municipalité de La Nation pour assurer un environnement respectueux et ciblé pour la communication publique, et abroger la politique précédente, RH-03-2023.

Considérations financières

Aucune implication financière significative n'est anticipée avec la mise en œuvre de cette politique. La décision peut entraîner des économies en termes de temps et de ressources du personnel actuellement consacrés à la modération des commentaires.

Contexte

La désinformation, les commentaires hors sujet, les suppositions/accusations infondées, le spam/le trolling et les grossièretés sont des défis fréquents sur les réseaux sociaux. Dans des cas extrêmes, les personnalités publiques, les entités gouvernementales et même les résidents peuvent faire face à du harcèlement en ligne, y compris des commentaires abusifs, misogynes et racistes. Ces interactions peuvent avoir un impact négatif tant sur les gestionnaires de comptes que sur la communauté engageant avec le contenu.

En février 2023, le Bureau du Gouverneur Général du Canada a désactivé les commentaires sur ses plateformes de réseaux sociaux en raison d'une augmentation significative des remarques abusives, misogynes et racistes, y compris des menaces violentes. Cette mesure a été prise pour protéger le personnel et le public de l'exposition à un discours nuisible et pour s'assurer que l'environnement en ligne reste respectueux et axé sur la diffusion de l'information.

<https://www.gg.ca/fr/media/nouvelles/2023/le-bsgg-ferme-la-section-commentaires-de-ses-plateformes-de-medias-sociaux>

Rapport

1. Assurer un Environnement Respectueux et Sûr

En désactivant les commentaires, la Municipalité de La Nation peut protéger le personnel et le public des interactions nuisibles. Cette mesure garantit que nos plateformes de réseaux sociaux restent un espace sûr pour la diffusion d'informations et l'engagement avec la communauté sans les exemples mentionnés ci-dessus.

2. Se Concentrer sur les Objectifs Principaux

Le but principal des plateformes de réseaux sociaux de la Municipalité de La Nation est d'informer le public sur les nouvelles municipales, les programmes et les services. Désactiver les commentaires assure que les annonces importantes et les informations ne soient pas éclipsées par des commentaires potentiellement nuisibles ou hors sujet, maintenant ainsi l'accent sur la diffusion d'informations essentielles à nos résidents.

3. Efficacité des Ressources

Gérer et modérer les commentaires sur les réseaux sociaux peut être intensif en ressources. Éliminer les commentaires réduit le temps et les efforts nécessaires pour surveiller et répondre au contenu inapproprié, permettant au personnel de se concentrer sur leurs tâches principales et d'améliorer l'efficacité globale des efforts de communication.

4. Considérations Légales et Éthiques

Désactiver les commentaires aide à éviter les défis juridiques potentiels liés à la liberté d'expression tout en assurant la conformité avec la Loi canadienne sur les droits de la personne et d'autres législations pertinentes. Cette mesure garantit un environnement sûr et respectueux pour tous les utilisateurs, empêchant le harcèlement et la discrimination.

5. Promouvoir une Communication Constructive

Bien que les commentaires soient désactivés, il est crucial de fournir des moyens alternatifs pour que le public puisse s'engager et communiquer avec la municipalité. Chaque publication inclura des informations de contact telles que des numéros de téléphone, des adresses e-mail ou des liens vers le site officiel de la municipalité, garantissant que les citoyens puissent toujours adresser leurs questions et préoccupations de manière constructive. Cette approche favorise un environnement de communication plus contrôlé et constructif.

6. Faciliter le Partage et la Discussion Publique

Les résidents peuvent toujours partager les publications de la municipalité sur leurs propres pages de réseaux sociaux et ajouter leurs commentaires. Cela permet à la discussion et à l'engagement public de continuer dans un espace plus personnel, tandis que les pages officielles restent concentrées sur la fourniture d'informations claires et concises. Cela garantit que, tout en maintenant un environnement respectueux et sûr sur ses plateformes, la municipalité permet au public de s'engager dans un discours et de partager leurs points de vue selon leurs propres termes.

Liens aux priorités

Cette décision s'aligne avec l'engagement de la Municipalité de La Nation à maintenir un environnement de travail sûr et respectueux, tel qu'énoncé dans notre Politique sur le Harcèlement, la Discrimination et la Violence au Travail (Politique # RH-2018-01). En désactivant les commentaires sur les réseaux sociaux, nous prenons des mesures proactives pour prévenir le harcèlement et la discrimination dans l'espace numérique, en veillant à ce que toutes les interactions restent professionnelles et respectueuses.

De plus, cette politique soutient notre Politique sur le Droit à la Déconnexion (Politique RH-2022-01) en réduisant la nécessité pour le personnel de surveiller et de modérer les commentaires sur les réseaux sociaux en dehors des heures de travail régulières. Cela aide à maintenir un équilibre sain entre vie professionnelle et vie personnelle pour nos employés, leur permettant de se déconnecter des responsabilités liées au travail pendant leur temps personnel.

Dans l'ensemble, la décision de désactiver les commentaires est conforme à nos priorités stratégiques de favoriser un environnement de travail sûr, respectueux et équilibré, tant en ligne qu'hors ligne.

Plan de communication

En collaboration avec notre Coordinatrice de la Communication et du Marketing, la décision sera communiquée au public par le biais de canaux officiels, y compris le site Web de la municipalité et les plateformes de réseaux sociaux, en expliquant les raisons et les avantages de cette politique. Des informations de contact seront fournies pour toute demande de renseignements ou feedback.

Pièces jointes

Politique révisée sur les Réseaux Sociaux COM-2024-01

POLITIQUE DU DÉPARTEMENT DES COMMUNICATIONS

Numéro de politique : COM-2024-01

Nom de la politique : Politique sur les médias sociaux

Adopté le :

Numéro de résolution :

1. Énoncé de la politique

1.1. La Municipalité de La Nation encourage et soutient l'utilisation des médias sociaux pour promouvoir les objectifs de la Municipalité et la mission de ses départements, en les utilisant comme outil pour fournir une communication efficace et accessible sur les nouvelles, programmes et services municipaux à la communauté.

1.2. La Municipalité de La Nation s'engage à utiliser les médias sociaux pour promouvoir les objectifs, initiatives, programmes et nouvelles de la Municipalité par le biais de communications professionnelles et stratégiques.

1.3. La Municipalité de La Nation reconnaît que le site web de la Municipalité, www.nationmun.ca, restera la principale présence en ligne de la Municipalité ; cependant, la Municipalité reconnaît que les médias sociaux sont également nécessaires pour aider les audiences en ligne à visiter le site web de la Municipalité pour obtenir plus d'informations.

2. Objectif

Cette politique vise à :

2.1. Protéger la réputation de la Municipalité de La Nation et garantir la cohérence et le professionnalisme de la communication de la Municipalité avec le public via les médias sociaux ;

2.2. Prévenir les comportements inappropriés, non pertinents, inexacts ou improductifs sur ses plateformes de médias sociaux, en s'assurant que toutes les interactions restent respectueuses, pertinentes et constructives.

2.3. Assurer que le contenu tiers partagé sur nos plateformes de médias sociaux respecte les critères établis en termes de pertinence, d'exactitude et de productivité.

3. Politique

3.1. Conduite des citoyens

3.1.1. Plateformes de médias sociaux permettant aux administrateurs de page de désactiver les commentaires

La Municipalité de La Nation désactivera les commentaires sur ses comptes de médias sociaux lorsque cette option est disponible pour les raisons suivantes :

- a) Assurer un environnement respectueux et sécuritaire : En désactivant les commentaires, la Municipalité de La Nation peut protéger le personnel et le public des interactions nuisibles. Cette mesure garantit que nos plateformes de médias sociaux restent un espace sûr pour la diffusion d'informations et l'engagement avec la communauté.
- b) Se concentrer sur les objectifs principaux : L'objectif principal des plateformes de médias sociaux de la Municipalité de La Nation est d'informer le public sur les nouvelles, programmes et services municipaux. La désactivation des commentaires permet de s'assurer que les annonces importantes et les informations ne sont pas éclipsées par des commentaires potentiellement nuisibles ou non pertinents, en maintenant l'accent sur la livraison d'informations essentielles à nos résidents.
- c) Efficacité des ressources : Gérer et modérer les commentaires sur les médias sociaux peut être intensif en ressources. L'élimination des commentaires réduit le temps et l'effort nécessaires pour surveiller et répondre aux contenus inappropriés, permettant au personnel de se concentrer sur leurs tâches principales et d'améliorer l'efficacité globale des efforts de communication.
- d) Considérations légales et éthiques : Désactiver les commentaires aide à éviter les défis juridiques potentiels liés à la liberté d'expression tout en assurant la conformité avec la Loi canadienne sur les droits de la personne et d'autres législations pertinentes. Cette mesure garantit un environnement sûr et respectueux pour tous les utilisateurs, en prévenant le harcèlement et la discrimination.
- e) Promouvoir une communication constructive : Bien que les commentaires soient désactivés, il est crucial de fournir des moyens alternatifs pour que le public puisse s'engager et communiquer avec la Municipalité. Chaque publication inclura des informations de contact telles que des numéros de téléphone, des adresses courriel ou des liens vers le site officiel de la

Municipalité, garantissant que les citoyens puissent toujours poser leurs questions et exprimer leurs préoccupations de manière constructive. Cette approche favorise un environnement de communication plus contrôlé et constructif.

- f) Faciliter le partage et la discussion publique : Les résidents peuvent toujours partager les publications de la Municipalité sur leurs propres pages de médias sociaux et ajouter leurs commentaires. Cela permet à la discussion et à l'engagement public de se poursuivre dans un espace plus personnel, tandis que les pages officielles restent concentrées sur la fourniture d'informations claires et concises. Cela garantit que, tout en maintenant un environnement respectueux et sûr sur ses plateformes, la Municipalité permet toujours au public de s'engager dans le discours et de partager leurs opinions à leurs propres conditions.

3.1.2. Plateformes de médias sociaux ne permettant pas aux administrateurs de page de désactiver les commentaires

La Municipalité se réserve le droit de supprimer tout commentaire inapproprié, inexact, non pertinent ou improductif sur les plateformes de médias sociaux où l'option de désactiver les commentaires n'est pas disponible. Si l'utilisateur continue de publier du contenu inapproprié, non pertinent, inexact ou improductif, la Municipalité peut bannir/bloquer l'utilisateur du site à la discrétion du personnel.

Les commentaires, publications ou articles contenant les contenus suivants ne seront pas autorisés :

- a) Commentaires non liés au sujet de la publication ;
- b) Compte qui fait du spamming, du trolling ou de la surpublication ;
- c) Commentaires destinées à solliciter des ventes, des produits ou des services ;
- d) Commentaires harcelants et vexatoires, malveillants, profanes, faux, trompeurs, inexacts ou insultants ;
- e) Tout contenu qui promeut ou perpétue la discrimination fondée sur la race, la couleur, l'âge, la religion, le sexe, l'état matrimonial, la situation sociale, l'origine nationale, le handicap physique ou mental ou l'orientation sexuelle ;
- f) Contenu qui inclut ou contient des liens vers du matériel répréhensible, tel que défini dans cette politique ;
- g) Conduite ou encouragement à des activités illégales ;

- h) Informations susceptibles de compromettre la vie privée, la sécurité ou la sûreté de la Municipalité, du public ou des systèmes publics ;
- i) Commentaires contenant des informations inexactes ou déformant les faits tels que connus par la Corporation ;
- j) Commentaires ou publications usurpant l'identité de quelqu'un d'autre, y compris des personnalités publiques, du personnel municipal ou des élus municipaux ;
- k) Contenu violant un droit de propriété légale d'une autre partie.

La Municipalité n'est pas responsable des commentaires ou de l'utilisation du matériel publié par les utilisateurs. Les décisions de modération ne sont pas ouvertes à la discussion. Tout contenu supprimé en fonction des lignes directrices de cette section sera conservé par l'administrateur du compte de médias sociaux et accompagné d'une documentation de soutien, incluant l'heure, la date, l'identité de l'auteur, la raison de la suppression et tout rapport d'incident requis.

Les comptes de médias sociaux de la Municipalité de La Nation ne sont pas surveillés 24h/24 et 7j/7. Les demandes par commentaires et messages seront répondues dans un délai de 3 jours ouvrables (à l'exclusion des jours fériés et des fins de semaine) pendant les heures de bureau (du lundi au vendredi, de 8h30 à 16h00). Ce délai de réponse peut être influencé par la disponibilité et les ressources du personnel.

3.2. Partage de contenu

3.2.1. Contenu incluant des liens externes

Lors du partage ou de la republication de contenu d'un compte de médias sociaux non détenu par la Municipalité de La Nation incluant des liens externes, au moins un des critères suivants doit être rempli :

- a) Relier le public avec des informations et des services fournis par les gouvernements de niveau supérieur ou les agences ou conseils financés par le gouvernement au Canada.
- b) Fournir des informations supplémentaires sur le sujet trouvé sur le site web de la Municipalité. Ces informations doivent être fournies par une source officielle et/ou accréditée.
- c) Une organisation affiliée à la Municipalité, un club de services ou une organisation caritative enregistrée (partenariat direct par le biais de financement, parrainage, ressources humaines ou contributions en nature).
- d) Une entreprise opérant au sein de la Municipalité.

e) Toute organisation approuvée par le Conseil.

Toute publication incluant des liens vers un compte/site personnel, un compte/site d'entreprise individuelle, un compte/site de parti politique/candidat ou du matériel répréhensible tel que défini dans cette politique ne doit pas être partagée sur un compte de médias sociaux de la Municipalité.

3.2.2. Contenu promouvant des événements communautaires

La Municipalité de La Nation s'engage à partager des événements pertinents et intéressants pour ses résidents. Les organisateurs d'événements et les groupes communautaires sont encouragés à suivre le processus de soumission approprié pour que leurs événements soient considérés pour la promotion sur les plateformes de médias sociaux de la Municipalité.

Le contenu promouvant des événements doit remplir au moins un des critères suivants :

- a) Organisé ou financé par un autre niveau de gouvernement ;
- b) Organisé par une agence ou un conseil financé par le gouvernement ;
- c) Organisé par une organisation/groupe affilié à la Municipalité de La Nation ;
- d) Financé en totalité ou en partie par la Municipalité de La Nation ;
- e) Parrainé par la Municipalité de La Nation ;
- f) Organisé par une organisation caritative enregistrée opérant au sein de la Municipalité ou des Comtés Unis de Prescott-Russell ;
- g) Organisé par un club de services opérant au sein de la Municipalité de La Nation réalisant des travaux bénéfiques pour les résidents de La Nation ;
- h) Organisé par une entreprise ou une Chambre de commerce située dans la Municipalité à des fins promotionnelles générales ;
- i) Situé dans un établissement appartenant à la Municipalité de La Nation.

Les annonces de rassemblements de marketing multiniveau ne seront pas partagées sur les plateformes de médias sociaux de la Municipalité de La Nation.

Le contenu doit être en français et en anglais pour être partagé sur la page Facebook de la Municipalité.

Les événements et activités communautaires doivent être soumis à communication@nationmun.ca pour être partagés sur les médias sociaux de la Municipalité et/ou ajoutés au site web de La Nation (www.nationmun.ca). Bien que la Municipalité ne crée pas de publications, elle peut partager du contenu déjà

existant. Il est recommandé d'inclure un lien vers la publication Facebook existante dans le courriel.

3.3. Utilisation des médias sociaux par les élus

3.3.1. Comptes de médias sociaux des élus

Si un membre du Conseil, un député ou un député provincial représentant la Municipalité de La Nation ou les Comtés Unis de Prescott-Russell possède un compte de médias sociaux, les comptes de médias sociaux de la Municipalité sont autorisés à aimer/suivre le compte. Les comptes appartenant à un membre du Conseil doivent être créés et maintenus par le membre du Conseil et non par des employés municipaux.

3.3.2. Conduite du Conseil

La municipalité attend de tous les membres du Conseil utilisant les médias sociaux qu'ils le fassent sans enfreindre leurs devoirs envers la municipalité et qu'ils respectent leur Code de conduite.

Les membres du Conseil devraient considérer les points suivants :

- Ne pas divulguer d'informations organisationnelles ou confidentielles, telles que les délibérations internes sur la manière dont les décisions sont prises, des informations personnelles telles que des informations sur les clients ou les employés, ou des commentaires négatifs sur la Municipalité de La Nation, les membres du Conseil, les employés ou les résidents.
- Ne pas discréditer ou embarrasser la Municipalité, les membres individuels du Conseil, les employés et d'autres personnes associées à la municipalité.
- Ne pas s'engager dans la discrimination au travail, le harcèlement ou une activité incluant des commentaires, photographies, liens inappropriés, etc.



May 06, 2024

SENT VIA E-MAIL

Andrea Fisher, Clerk
The Town of Goderich
57 West Street
Goderich, Ontario
N7A 2K5

Dear Clerk Fisher,

RE: Township of Manitouwadge Resolution – Review of the Ontario Works and Ontario Disability Support Program Financial Assistance Rates

Please be advised that at its regular meeting held on Wednesday, May 1, 2024, the Council of the Corporation of the Township of Manitouwadge passed and endorsed the attached resolution concerning the Town of Goderich's resolution regarding a review of the Ontario Works and Ontario Disability Support Program financial assistance rates.

Should you require any additional information, please do not hesitate to contact me.

Many thanks,

Joleen Keough
Clerk/Deputy CAO
The Township of Manitouwadge

CC: Premier Doug Ford
Hon. Paul Calandra
MPP Lisa Thompson, Huron–Bruce
Hon. Sylvia Jones
Association of Municipalities of Ontario
Ontario Municipal Social Services Association
Ontario Municipalities

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF MANITOUWADGE

May 01, 2024

Session No. 2024- 122

Moved by: TR

Seconded by: B. Hayes

RESOLVED THAT: The Town of Goderich's resolution regarding a review of the Ontario Works and Ontario Disability Support Program financial assistance rates be received and endorsed.

Recorded Vote	FOR	AGAINST
Councillor Kathy Hudson		
Councillor Coady Keough		
Councillor Braden Kotyk		
Councillor Tonilynn Ruff		
Mayor Jim Moffat		

CARRIED DEFEATED

Jim Moffat
Mayor Jim Moffat



**The Corporation of the Town of Grimsby
Administration**

Office of the Town Clerk

160 Livingston Avenue, Grimsby, ON L3M 0J5

Phone: 905-945-9634 Ext. 2171 | **Fax:** 905-945-5010

Email: vsteele@grimsby.ca

April 23, 2024

SENT VIA E-MAIL

Andrea Fisher, Clerk
The Town of Goderich
57 West Street
Goderich, Ontario
N7A 2K5

Dear: Clerk Fisher,

**RE: Town of Goderich Resolution – Review of the Ontario Works and Ontario
Disability Support Program Financial Assistance Rates**

Please be advised that the Council of the Corporation of the Town of Grimsby at its meeting held on April 15, 2024, passed, and endorsed the following resolution:

Moved: Councillor Korstanje

Seconded: Councillor DiFlavio

Resolved that the Town of Goderich's resolution regarding a review of the Ontario Works and Ontario Disability Support Program financial assistance rates be received and endorsed.

If you require any additional information, please let me know.

Regards,

Victoria Steele
Town Clerk

CC: Premier Doug Ford
Hon. Paul Calandra
MPP Lisa Thompson, Huron–Bruce
Hon. Sylvia Jones
Association of Municipalities of Ontario
Ontario Municipal Social Services Association
Ontario Municipalities

Wednesday, April 10, 2024

Catalina Blumenberg
Clerk
Prince Edward County
332 Picton Main Street
Picton, Ontario
K0K 2T0

SENT VIA EMAIL: clerks@pecounty.on.ca

RE: Town of Goderich Resolution – Review of the Ontario Works and Ontario Disability Support Program Financial Assistance Rates

Dear C. Blumenberg,

Please be advised of the following motion passed at the Monday, March 18, 2024, Goderich Town Council Meeting:

Moved By: Councillor Segeren

Seconded By: Councillor Kelly

WHEREAS poverty is taking a devastating toll on communities, undermining a healthy and prosperous Ontario, with people in receipt of Ontario Works and Ontario Disability Support Program being disproportionately impacted;

WHEREAS the cost of food, housing, medicine, and other essential items have outpaced the highest inflation rates seen in a generation;

WHEREAS people in need of social assistance have been legislated into poverty, housing insecurity, hunger, poorer health, their motives questioned, and their dignity undermined;

WHEREAS Ontario Works (OW) Financial Assistance rates have been frozen since 2018 (\$733 per month);

WHEREAS Ontario Disability Support Program (ODSP) benefit rates have been increased by 6.5 percent as of July 2023 to keep up with inflation, however even with the increase, ODSP rates still fall below their value in 2018 (\$1,376 when adjusted for inflation) and significantly below the disability-adjusted poverty line (\$3,091 per month);

WHEREAS OW and ODSP rates do not provide sufficient income for a basic standard of living and, as a result, hundreds of thousands of people across Ontario who rely on these programs live in poverty;

WHEREAS designated Service Managers are doing their part, but do not have the resources, capacity, or tools to provide the necessary income and health-related supports to people experiencing poverty; and

WHEREAS leadership and urgent action is needed from the Provincial Government to immediately develop, resource, and implement a comprehensive plan to address the rising levels of poverty in Ontario, in particular for those on Ontario Works and Ontario Disability Support Programs;

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Town of Goderich requests the Provincial Government to urgently:

1. At least double Ontario Works and ODSP rates and index rates to inflation, answering calls already made by “Raise the Rates” campaign and the “Income Security Advocacy Centre”;
2. Commit to ongoing cost of living increases above and beyond the rate of inflation to make up for the years they were frozen;
3. Commit to jointly working between the Ministry of Children, Community, and Social Services and the Ministry of Health on the best methods of assessing client needs and then matching those in need to the services they require;

AND FURTHER THAT a copy of this resolution be sent to the Minister of Children, Community, and Social Services, the Minister of Health, the Minister of Municipal Affairs and Housing, the Association of Municipalities of Ontario, the Ontario Municipal Social Services Association, Huron County Social and Property Services, the Western Ontario Wardens Caucus, and all Ontario Municipalities.

CARRIED

If you have any questions, please do not hesitate to contact me at 519-524-8344 ext. 210 or afisher@goderich.ca.

Yours truly,



Andrea Fisher

The Town of Goderich
57 West Street
Goderich, Ontario
N7A 2K5
519-524-8344
townhall@goderich.ca
www.goderich.ca



Director of Legislative Services/Clerk
/ar

cc. Premier Doug Ford premier@ontario.ca
Hon. Paul Calandra Paul.Calandra@pc.ola.org
MPP Lisa Thompson, Huron–Bruce lisa.thompsonco@pc.ola.org
Hon. Sylvia Jones Sylvia.Jones@pc.ola.org
Association of Municipalities of Ontario resolutions@amo.on.ca
Ontario Municipal Social Services Association dball@omssa.com
Huron County Social and Property Services
Western Ontario Wardens Caucus
Ontario Municipalities

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 75-2024

Being a by-law to adopt the Engineer Report regarding the Cross Creek Municipal Drain under Section 78(5) of the Ontario Drainage Act, R.S.O. 1990, c. D,17

REFERENCE: Section 78(5) of the Drainage Act, R.S.O. 1990, c. D. 17. and O. Reg. 500/21

WHEREAS, The Nation Municipality directed the Drainage Superintendent in November 2022 to complete work on an Emergency Work basis for the modification and replacement of the low-flow conveyance culvert on the Cross Creek Municipal Drain under the Prescott and Russell Recreational Trail due to the collapse of the culvert at this location.

WHEREAS the official "Notice of Request for Drain Minor Improvement" as required by O.Reg. 381/12 was completed by the operating Authority of the Prescott and Russell Recreational Trail in consultation with the Municipal Drainage Superintendent after the Emergency work being completed and the by-law authorizing the work finalized following receipt and finalization of the notice, dated January 15, 2024.

WHEREAS Council of The Nation Municipality adopted by-law 7-2024 on January 15, 2024, to appoint Robinson Consultant Inc to review the Cross Creek Municipal Drain's existing report and state that the landowners, including road authorities within the Cross Creek Municipal Drain watershed as deemed proper by the engineer's cost shares, to be responsible for the costs of the revised Engineer's Report.

AND WHEREAS the Council of The Nation Municipality held a Meeting to Consider the Engineer's Report regarding the Cross Creek Municipal Drain on May 27, 2024, and that members of the public, including the properties affected by the report, were invited to participate, ask questions and submit comments.

NOW THEREFORE the Council of The Corporation of The Nation Municipality, hereby enacts as follows:

1. That the Engineer's Report be provisionally adopted as presented.

READ A FIRST AND SECOND READING IN OPEN COUNCIL THIS 3rd DAY OF JUNE 2024.

François Brière, Mayor

Aimée Roy, Clerk

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 83-2024

BEING a By-Law to establish fees for certain licences, permits, certificates and various services provided or done by or on the municipality's behalf.

WHEREAS Section 8 of The Municipal Act, S.O. 2001, c.25, as amended states that the powers of a municipality under this or any other Act shall be interpreted broadly so as to confer broad authority on the municipality to enable to the municipality to govern its affairs as it considers appropriate;

AND WHEREAS Section 9 of The Municipal Act, S.O. 2001, c.25, as amended states that a municipality has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for the purpose of exercising its authority under this or any other Act;

AND WHEREAS Section 11 of The Municipal Act, S.O. 2001, c.25, as amended states that a lower-tier municipality may provide any service or thing that the municipality considers necessary or desirable for the public

AND WHEREAS, Part XII, Section 391 (1) of the Municipal Act, 2001 as amended, provides for municipalities to pass by-laws imposing fees and charges on any class of persons,

- a) for services or activities provided or done by or on its behalf;
- b) for costs payable by it for services or activities provided by or done by or on behalf of any other municipality or local board;
- c) for the use of property including property under its control.

AND WHEREAS, Section 69, (1), (2), (3) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, provides for municipalities to establish a tariff of fees for the processing of applications made in respect of planning matters.

AND WHEREAS, Section 42(1) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended states that as a condition of development or redevelopment of land, the council of a local municipality may, by by-law applicable to the whole municipality or to any defined area or areas thereof, require that land in an amount not exceeding, in the case of land proposed for development or redevelopment for commercial or industrial purposes, 2 per cent and in all other cases 5 per cent of the land be conveyed to the municipality for park or other public recreational purposes.

AND WHEREAS, it is necessary where authorities exist or where new authorities are granted to periodically add or revise user fees as administrative and enforcement standard operating procedures are modified or enhanced; and

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

DEFINITIONS:

"By-Law" includes a resolution for the purpose of a local board.

"Local Board" includes any prescribed body performing a public function and a school board but, for the purpose of passing by-laws imposing fees and charges under Part XII of the Municipal Act, 2001, does not include a school board or hospital board.

"Person" includes a municipality and a local board and the Crown.

"Municipality" means the Corporation of The Nation Municipality.

- 1) That fees and charges be imposed for certain services and activities as shown in the attached Schedule "A" attached to and forming part of this By-Law.
- 2) The fees and charges may be invoiced to the person and shall be payable within 30 days of the date of the invoice. Interest at the rate of 1.25% per month shall be

charged after the due date. The fees and charges imposed by the municipality on a person constitute a debt of the person to the municipality.

- 3) The fees and charges as established in Schedule A are subject to the Harmonized Sales Tax (HST) where applicable.
- 4) The fees and charges, listed on Schedule A of this by-law, can be paid by debit (where available), cash, certified cheque, or cheque.
- 5) The Treasurer is empowered to add any overdue fees and charges imposed by the municipality to the tax roll for any real property of the person responsible for paying the fees and charges and these shall be collected in like manner as municipal taxes.
- 6) Interest penalties for unpaid amounts owing for fees and charges will be charged at a rate of 1.25% per month for each month or fraction thereof in which the default continues.
- 7) All fees and charges contained within Schedule A of this By-law will be reviewed from time to time.
- 8) In the event of a conflict between a fee or charge or policy contained in this by-law and another By-law or any other Act or regulation made under any other Act, the provisions of this by-law shall prevail.
- 9) That By-Law No. 88-2023 be hereby repealed.
- 10) That the charge of \$450 for a 16 mm x 19 mm (5/8" x 3/4") meter in Schedule A of By-Law No. 53-2021 be hereby repealed. All other sections of By-Law No. 53-2021 and Schedule A to By-Law 53-2021 remain in force.
- 11) That this by-law shall come into force on the day of its passing.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 3rd DAY OF JUNE, 2024.

Francis Brière, Mayor

Aimée Roy, Clerk

SEAL

ANNEXE A
Au règlement 83-2024

FRAIS ET CHARGES AUX USAGERS

DÉPARTEMENT	DESCRIPTION DU FRAIS	UNITÉ	TVH (T = Taxable) (E = Exempt)	FRAIS (\$)
ADMINISTRATION				
	Affidavits, commissaire à l'assermentation, documents de la Nation			Sans frais
	Affidavits, commissaire à l'assermentation, résidents, première signature	Chaque	T	\$ 20.00
	- Signatures additionnelles sur le même ou autre document	Chaque	T	\$ 5.00
	Affidavits, commissaire à l'assermentation, non-résidents, first signature	Chaque	T	\$ 30.00
	- Signatures additionnelles sur le même ou autre document	Chaque	T	\$ 5.00
	Affidavits, commissaire à l'assermentation, documents pour les pensions, résidents	Chaque	T	\$ 10.00
	Affidavits, commissaire à l'assermentation, documents pour les pensions, non-résidents	Chaque	T	\$ 20.00
	Carte géographique de la municipalité	Chaque	T	Coût + 10% administration
	Certificat de taxes	Chaque	T	\$ 60.00
	Changement ou annulation d'un chèque postdaté, retirer un chèque postdaté ou placer un chèque en attente	Chaque	T	\$ 5.00
	Chèque sans fonds ("NSF")	Chaque	E	\$ 20.00
	Courrier enregistré	Par envoi	T	\$ 20.00
	Factures de services divers - frais d'administration basés sur le coût total du service avant taxes		T, si applicable	10%
	Licence de mariage	Chaque	E	\$ 150.00
	Location salle du conseil			Politique de location de petites salles de la récréation*
	MFIPPA - Demande de document sous la liberté d'accès à l'information, par demande	Par demande	E	\$ 5.00
	MFIPPA - O. Reg 823 - temps de recherche et de préparation	Par 15 minutes	E	\$ 7.50
	MFIPPA -O. Reg. 823 Remise des donnés au demandeur	Par copie ou impression	E	\$ 0.20
	MFIPPA -O. Reg. 823 Remise des donnés au demandeur	Par clé USB	E	\$ 10.00
	Photocopie, par feuille, noir & blanc (8 ½ x 11- x 14)	Chaque	T	\$ 0.25
	Photocopie, couleur (8 ½ x 11 – X 14)	Chaque	T	\$ 0.35
	Photocopie (11 x 17)	Chaque	T	\$ 0.50
	Recherche de documents dans les dossiers ou archives	Par heure	E	\$ 40.00
	Réimpression / Copie de facture de taxes ou d'eau et égouts, etc	Chaque	T	\$ 15.00
	Transmission de télécopie	Chaque	T	\$ 2.00
	Vente d'impôts municipal			Règlement 22-2023*
	Autres municipalités, frais d'administration - sur la base du coût total du service avant impôts			
	Partage de la main-d'œuvre, de l'équipement et de la gestion		T, si applicable	2%
	Gestion non partagée mais main d'œuvre et équipement partagés		T, si applicable	5%
	Main d'œuvre, équipement ou gestion non partagés		T, si applicable	10%
CONSTRUCTION				
	Certificat de conformité des bâtiments	Chaque	E	\$ 85.00
	Permis de construction (frais)			Règlement 87-2012*
	Piscines et enclos			Règlement 80-2005*
	Poêle à bois extérieur			Règlement 37-2004*
CONTRÔLE DES ANIMAUX				
	Disposition d'animal	Chaque	E	\$ 95.00
	Frais de fourrière	Par jour, par chien	E	\$ 30.00
	Licence pour chenil ou élevage de chiens pure race	Chaque	E	\$ 100.00
	Ramassage & mise en fourrière	Par chien	E	\$ 50.00
RÈGLEMENTATION				
	Clôtures			Règlement 45-2014*
	Enseignes			Règlement 22-2018*
	Frais de service des normes foncières			Règlement 133-1998*
	Permis de feu et frais d'appel d'incendie			Règlement 84-2004*
	Permis de loterie			Règlement 50-2002*
	Permis d'entreprises			Règlement 50-2005*
	Maison d'hébergement			Règlement 31-2004*
	Rapport de conformité aux normes de propriété			Règlement 133-1998*
	Véhicules de rafraîchissement et commerçants itinérants			Règlement 89-2010*
DRAINAGE				
	Inspection de l'évacuation des eaux souterraines	Chaque	E	\$ 100.00
VISONNEURS DE CLÔTURES				
	Par visionnement + mileage		E	\$ 100.00
SERVICE D'INCENDIES				
	Borne fontaine			Règlement 86-2018*
	Rapport de confirmation d'incendie			Règlement 148-2015*
URBANISME ET ZONAGE				
	Conformité du zonage	Chaque	E	\$ 40.00
	Contrôle des lots partiels - maximum de 3 lots par demande	Chaque	E	\$ 200.00
	Demande d'autorisation	Chaque	E	\$ 700.00
	Demande de fermeture de chemins avec solde inutilisé remboursable et facturation du montant excédent de dépense	Chaque	E	\$ 5,000.00
	Dérogation mineure / Permission	Chaque	E	\$ 500.00
	Entente de lotissement	Chaque	E	\$ 2,500.00
	Inspection sur place pour les ententes de plan de site	Par visite	E	\$ 75.00
	Modification au Plan Officiel	Chaque	E	\$ 1,500.00
	Modification au règlement de zonage	Chaque	E	\$ 1,500.00
	Redevances d'aménagement			Règlement 93-2015*
	Somme fixe aux fins de parc pour demande d'autorisation	Chaque	E	\$ 1,750.00
	Accord sur le plan d'implantation, frais d'administration non remboursables 500,00 \$ plus un dépôt de 2 000,00 \$, le solde inutilisé étant remboursable.	Chaque	E	Voir à gauche
	Contrôle du plan du site commercial ou industriel, argent comptant au lieu d'un parc, 2% de valeur des terres ou de transmettre 2% de la superficie brute	Chaque	E	Voir à gauche
	Contrôle du Plan du site résidentiel, argent comptant au lieu d'un parc, 5% de valeur des terres ou de transmettre 5% de la superficie brute	Chaque	E	Voir à gauche
	Lotissement résidentiel, argent comptant au lieu d'un parc, 5% de valeur des terres ou de transmettre 5% de la superficie brute	Chaque	E	Voir à gauche
VOIRIE				
	Permis de coupe de route et de fossé, non remboursable + dépôt de garantie	Par demande	E	\$ 125.00
	Permis d'entrée, non remboursable	Chaque	E	\$ 125.00
	Poteau d'adresse 9-1-1	Chaque	T	\$ 135.00
ENVIRONNEMENT				
	Collants pour sacs d'ordures (Règl. 131-2021*)	Chaque	E	\$ 1.00
	Collecte d'ordures			Règlement en vigueur
	Frais de dépotoir			Règlement 131-2021*

ANNEXE A
Au règlement 83-2024

FRAIS ET CHARGES AUX USAGERS

DÉPARTMENT	DESCRIPTION DU FRAIS	UNITÉ	TVH		FRAIS (\$)
			(T = Taxable)	(E = Exempt)	
EAU & ÉGOUTS					
	Compteur d'eau	Chaque	E	\$	660.00
	Déconnexion	Chaque	E	\$	45.00
	Inspecter et sceller le compteur d'eau	Chaque	E	\$	60.00
	Lecture de compteur pour l'exactitude / Lecture finale	Chaque	E	\$	45.00
	Nouveau compte	Chaque	E	\$	45.00
	Ouvrir ou fermer la valve d'eau, à la demande du client, pendant les heures de travail normales ou après la collecte.	Chaque	E	\$	60.00
	Ouvrir ou fermer la valve d'eau, à la demande du client, en dehors des heures normales de travail.	Chaque	E	\$	110.00
	Permis de connexion	Par service	E	\$	200.00
	Reconnexion	Chaque	E	\$	75.00
	Consommation d'eau - Limoges				Règlement en vigueur
	Consommation d'eau - St-Isidore				Règlement en vigueur
	Utilisation des égouts - où applicable				Règlement en vigueur
INGÉNIERIE					
	Conduite d'aqueduc (Form 1), frais de dossier	Chaque	E	\$	1,750.00
	Égout sanitaire Autorisation regroupée d'infrastructures linéaire (CLI ECA), frais de dossier	Chaque	E	\$	1,750.00
	Égout sanitaire Autorisation regroupée d'infrastructures linéaire (CLI ECA), frais de dossier pour l'installation de station de pompage sanitaire	Chaque	E	\$	5,250.00
	Égout pluvial Autorisation regroupée d'infrastructures linéaire (CLI ECA), frais de dossier	Chaque	E	\$	1,750.00
	Égout pluvial Autorisation regroupée d'infrastructures linéaire (CLI ECA), frais de dossier pour dispositif de contrôle qualité (ex, séparateur d'huile/sédiments)	Chaque	E	\$	2,750.00
	Égout pluvial Autorisation regroupée d'infrastructures linéaire (CLI ECA), frais de dossier pour l'installation de pratique de gestion optimale des eaux pluviales	Chaque	E	\$	5,250.00
	Revue technique des accords de lotissement et de plan de site:				
	Premier et deuxième revue (procédure de revue normale)	Par unité proposée	T	\$	350.00
	Troisième révision ou plus	Par heure	T	\$	155.00

*tel qu'amendé de temps à autre

ZONING BY-LAW NO. 87-2024

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lot 30, Concession 2, former Cambridge
146 Ottawa Street

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselman ON. K0A 1M0

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 87-2024

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

Section 1: The property located on part of Lot 30, Concession 2 in the former Township of Cambridge, now in The Nation Municipality, County of Russell, being Lot 22 S/S, PLAN H.O. WOOD 1886 and bearing civic number 146 Ottawa Street, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law, shall be the property affected by this By-Law.

Section 2: Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Medium Density Residential (R2)" to "High Density Residential - Exception (R3-X36)" the symbol of the land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.

Section 3: Subsection 5.5.4 of Zoning By-Law 2-2006 entitled "Exception Zones", is hereby amended by adding the following new paragraphs:

5.5.4.36 R3-X36, 146 Ottawa Street

Notwithstanding Section 5.5 "High Density Residential Zone" of Zoning By-Law 2-2006, hereof to the contrary, on the land zoned R3-X36, the following provisions shall apply;

-Minimum Lot Area per unit:	150 m ² / per dwelling unit
-Maximum lot coverage:	25%
-Maximum building height:	12 metres

Section 4: All other provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.

Section 5: Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 3rd day of June 2024
this 3rd day of June 2024

**Francis Briere
Mayor**

**Aime Roy
Clerk**

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 87-2024

La propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est localisée sur une partie du lot 30, concession 2 de l'ancien canton de Cambridge et portant le numéro civique 146 rue Ottawa.

La modification a pour but de modifier la catégorie de zonage du terrain afin de construire deux blocs appartement de 6 unités chacun, de réduire l'aire minimum par unité de 400 mètres carrés à 150 mètres carrés, d'augmenter la hauteur maximum de 10,6 mètres à 12 mètres et de permettre un aire de recouvrement maximum de 25% au lieu de 15%.

EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law #87-2024

The property concerned by this amendment to Zoning By-law 2-2006 is located on part of Lot 30, Concession 2 of the former Township of Cambridge, bearing civic number 146 Ottawa Street.

The purpose of the amendment is to modify the zoning category of the lot in order to build two apartment blocks of 6 units each, to reduce the minimum area per unit from 400 square metres to 150 square metres, to increase the maximum height from 10.6 metres to 12 metres and to allow a maximum coverage area of 25% instead of 15%.



<p>Area(s) affected by this by-law</p> <p>Part of Lot 30, Concession 2 in the former Township of Cambridge, now The Nation Municipality.</p> <p>Certificate of Authenticity</p> <p>Schedule "A" to By-Law No. 87-2024</p> <p>_____ Francis Briere Mayor</p>	<p>This plan is Schedule "A" to Zoning By-Law 87-2024 passed the 3rd day of June, 2024.</p> <p>Prepared by:</p> <p>The Nation Municipality 958, Route 500 west Casselton ON. K0A 1M0</p> <p>_____ Aime Roy Clerk</p>
---	---

THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 88-2024

Being a by-law to assess the share of The Nation Municipality for the drainage works undertaken by the Township of Champlain on the Mill Creek Municipal Drain.

Reference: Section 61 of the Drainage Act, Chapter D.17, R.S.O. 1990.

WHEREAS, that maintenance and repairs were authorized on the Mill Creek Municipal Drain for emergency work.

WHEREAS the Township of Champlain, assessed the maintenance and repairs on work performed on the Mill Creek Municipal Drain at \$ 59,698.81 in accordance with the provisions of sections 74 and 75 of the Drainage Act, R.S.O. 1990.

AND WHEREAS the assessments of net total cost for the emergency repairs on the Mill Creek Municipal Drain for The Nation Municipality is in amount of \$ 59,698.81.

NOW THEREFORE the Council of The Nation Municipality hereby enacts as follows:

1. That the share of The Nation Municipality for the emergency repairs of the Mill Creek Municipal Drain, being in the net amount of \$ 59,698.81 inclusive of grants and as identified in Schedule "A" attached hereto and forming part of this By-Law, be assessed to all owners.
2. That all assessments amounting less than \$10.00 being the net final maintenance cost be imposed upon the land assessed on the 2024 municipal taxes in order to save on cost.
3. That each owner be given one month to pay the net cost as outlined in column of Schedule "A" entitled "Net Maintenance Cost" after which time it will be added to their municipal taxes in one instalment of principal and interest at the rate of 1.25% per month.

Read a first, second and duly passed upon the third reading in open council this 3rd of June 2024.

Francis Brière, Mayor

Aimée Roy, Clerk

On May 21, 2024, at 10:09 AM

Hi Dan and Marjorie

The Boboul Family day committee has asked the Recreation Committee to take on the Boboul Family day fun run this year. As always we are happy to help provide the community with events that bring our small town together.

The Boboul Family day this year will be held on August 18th, 2024. After talking with Vero and Carl, they suggested we have the fun run/walk approved by council, the fire department and the OPP.

I have attached a copy of the proposed route for council and fire to approve. Please let me know if you need me to attend a council meeting or if you have any further questions.

We do plan on throwing some colour powder at the beginning of the run, but we will not be throwing any powder during the course of the run. We do not want to disturb or damage any properties along the route. At the end of the run, participants will be allowed to purchase more colour powder for the finish line/ designated colour zone.

Thank you

Peggy

